

n° 734 — 4 F  
DU 17 AU 23 MARS 1977

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

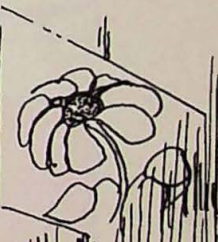
dossier  
Marseille



PSU

PS

PC



CAGNIATZ

**Directeurs politiques :**  
Christian Guerche — Alain Tlemcen

**Rédacteur en chef :**  
José Sanchez

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Desliat -  
Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G.  
Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Lau-  
rent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mou-  
sel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M.  
Touan - F. Turquan -

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -  
Mathé.

**Maquette :**

Max Pagis

**Collaboration technique :**

J.-L. Craipeau

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

**Promotion :**

S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**

566-45-37

**Commission paritaire :** 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Photocomposition :**

Informat Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

# sommaire

## Où va la France ?

- Des résultats prometteurs pour la gauche et pour le PSU *G. Hercet* P. 4  
Paris est-il toujours Paris ? *L. Goldberg* P. 5  
Jacques Seguela à TS : « Je suis un mercenaire de la pub. » *J. Sanchez* P. 6

## Les exclus de l'intérieur

- Délit de chaleur humaine. *M. Ribes* P. 7

## Briser la chaîne

- BSN - Rive-de-Gier : Le verre se casse P. 8  
Concorde : au-delà des cocoricos. *Y. Sparfel* P. 9

## Les choses de la ville

- Prenez garde aux BP 5000 *M. Lentz* P. 10

## Dossier

### Marseille

- Marseille : rien ne va plus. *M. Santucci* P. 11/12  
Le ras-le-bol des communaux P. 13  
La Cayolle : pour le droit au logement P. 14

## Garde à vous-même

- Le « mouvement des délégués » Rhône-Alpes montre la voie. *B. Jullien* P. 15

## Injustice

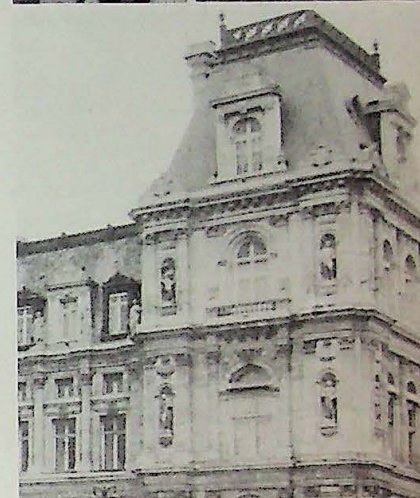
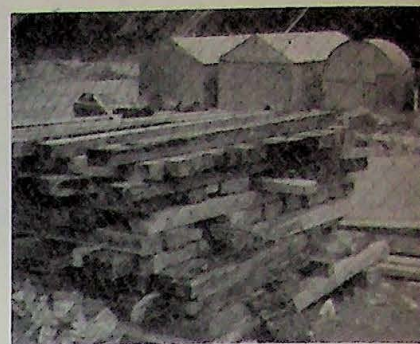
- Justice : deux poids, deux mesures. *M. Etienne*

## Et pourtant elle tourne

- RFA : les « comités de citoyens » dans la lutte antinucléaire. *A. Chataignier* P. 17  
Chili : de l'isolement au durcissement. *A. Labrousse* P. 18/19

## Les armes de la critique

- Le tyran sénile, le renégat et le pape vert. *C. Hervé* P. 20  
Constructions et déconstructions théâtrales. *D. Nores* P. 21  
La Casanova de Fellini : un séducteur momifié. *F. Gastellier* P. 22  
La télé. Points de vue. *R. Lanarche* P. 23  
Conférence de presse du PSU : en voiture ! *M.F. Chailleux* P. 24



### Le Comité de Liaison Contre la Peine de Mort

organise un meeting  
contre la peine de mort à la Mutualité

SAMEDI 26 MARS à 20 H 30

avec la participation bénévole de Guy Bedos, Yvan Dautun  
et Roger Siffer.

## ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement  
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an); 60 F (6 mois).

## je désire prendre contact avec le PSU

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Ville ..... Code postal .....

Profession ..... Age .....

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS



# éditorial

## l'affrontement inévitable

### municipales grand meeting

vendredi 18 mars  
20 h 30  
à la Villette

(Porte de Pantin)

Sous la présidence de  
F. Fiszbin et de  
G. Sarre.

Avec R. Fabre,  
F. Mitterrand,  
G. Marchais  
et Michel Mousel. ■

**C**E titre, je le reprends du meilleur idéologue de la bourgeoisie française, M. Raymond Aron. C'est la conséquence qu'il tire, au rez-de-chaussée du Figaro, des résultats du premier tour des élections municipales. Les succès spectaculaires remportés par la gauche, le fait que les électeurs de gauche votent aussi aisément pour une tête de liste communiste que pour une tête de liste socialiste et, surtout, que les Français attendent désormais sans inquiétude la victoire de la gauche, tout cela rend, pour M. Raymond Aron, l'affrontement inévitable. Et par affrontement, il entend tout autre chose qu'une bataille électorale puisqu'il conclut ainsi son article : « Il nous reste une année pour ouvrir les yeux des Français et pour éviter des troubles qui ne s'arrêteraient pas aux frontières de la France. »

La menace est claire. Français, si vous ne reconduisez pas le pouvoir actuel, c'est la guerre civile et l'intervention étrangère. L'avertissement est confirmé à la première colonne du même journal où l'éditorialiste nous informe que la politique est « une affaire de rapports de forces » et que la majorité n'a pas d'autre issue que de passer un « accord sans réticence, ni réserve, avec M. Jacques Chirac ». M. Giscard d'Estaing est sommé, lui aussi, de choisir « M. Chirac pour ami ».

**L'**ACCORD que viennent de passer Chirac et d'Ornano pour le second tour à Paris s'inscrit dans cette stratégie. Eh bien, pour une fois, nous sommes d'accord avec le penseur du Figaro. Nous estimons, nous aussi, que les résultats du premier tour des élections municipales traduisent un affaiblissement notable de la puissance idéologique et politique de la classe dirigeante et préparent le terrain à un affrontement décisif entre celle-ci et les travailleurs. Quoi qu'en

disent ou qu'en veuillent les dirigeants des principales forces de gauche, c'est bien la perspective qui se dessine avec les succès remportés, les municipalités arrachées à la droite, la volonté de changement manifestée par une nette majorité d'électeurs, quelle que soit la façon dont elle s'est exprimée.

C'est le sens que le PSU a donné à sa participation à la bataille électorale des municipales. Présent sur les listes d'union de la gauche, il oriente toutes ses interventions et conduira le travail de ses élus municipaux vers la mobilisation, l'initiative et le contrôle populaires. Dans les listes qu'il a animées ou auxquelles il a participé, quand l'union s'avérait impossible, avec des écologistes ou d'autres forces autogestionnaires, il a développé les mêmes thèmes et les forces de gauche ont pu mesurer précisément, à Lyon, à Rennes, à Lille, à Saint-Lô, à Morlaix, etc., ce que la non-participation forcée du PSU aux listes d'union retire à la dynamique unitaire. Une démonstration analogue était faite par le succès des listes d'extrême gauche quand celles-ci coïncidaient avec l'absence du PSU dans la compétition.

**L**E second tour de ces élections doit voir tous nos militants et sympathisants mobilisés pour le succès des listes d'union des forces de gauche. Conquérir de nouvelles municipalités à ces forces, battre la droite dans le maximum de cas, y compris à Paris où la bataille sera d'autant plus difficile que la réaction s'y présente maintenant unie, obtenir l'appui de tous ceux qui, au premier tour, ont exprimé une protestation contre le pouvoir, notamment les écologistes, c'est créer des conditions plus favorables pour l'affrontement en effet inévitable.

Victor LEDUC ■

## humeur : encore quelques jours de patience...

Dès lundi, à Paris comme dans un certain nombre de grandes villes, nos conditions d'existence vont subir des bouleversements fantastiques. Tenons nous bien, dans quelques jours au plus tard c'est la révolution dans un maximum de grandes communes de France. On va être de véritables coqs en pâte, parfois même en vert. Symbole de la liberté individuelle, la voiture va se développer et circuler de mieux en mieux dans les rues, tandis que les vélos se verront accorder de plus en plus de place sur la chaussée. Ces aménagements permettront donc de conserver les vieux quartiers et de sauvegarder les espaces verts. Lesquels, de toute évidence, seront de mieux en mieux protégés puisque la municipalisation des sols est tellement entrée dans les mœurs que personne n'en parle plus.

On ne va plus faire de tours qui grimpent dans le ciel de Paris puisqu'il a été promis de construire encore plus de logements sociaux et de HLM. Ce qui, justement, va favoriser la création de ces espaces verts ; puisqu'il est entendu qu'aucune restriction ne sera apportée à la spéculation foncière ; on y mettra le prix, c'est tout ! En fait on va favoriser cette initiative individuelle qui fait le charme de notre beau pays. D'ailleurs, à Paris, tout cela est voté depuis longtemps : il y a un peu plus de 20 ans que l'on a fixé à quelque 140 hectares la surface d'espaces vert à créer avant la fin de 1977 dans le cadre d'un grand plan d'aménagement. Tout comme est voté, depuis le dernier Conseil municipal parisien, un projet de création de 3 ou 4 autoroutes urbaines. Cela laissera effectivement de la place aux cyclistes.

Je crois même avoir entendu dire que les momies bénites du cinquième arrondissement qui prennent une église pour une fac à Edgar Faure vont recevoir une belle église pour dire la messe en latin. J'oubliais : dans le 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissement la France signera un traité de paix avec Israël.

Autre évidence : tandis que l'on construira une multitude de crèches et

que l'on donnera plein d'argent aux personnes âgées, on diminuera parallèlement le poids des impôts locaux. C'est simple : d'ailleurs il n'est pas question de frapper durement les professions libérales puisque il a été clairement dit que le centre des villes ne serait plus systématiquement dépeuplé et que les travailleurs allaient être rapatriés des banlieues où ils s'ennuient. De toute façon, garantie des garanties, les commerçants seront associés aux travaux de la ville.

Nous avons bien compris qu'il était à la fois question d'installer Paris à la campagne, comme le souhaitait Alphonse Allais, tout en installant la campagne à Paris. A solution est simple : on construit une multitude de maisons individuelles tout en décrétant la protection des espaces verts qui résistent encore dans les banlieues.

Ce qui est remarquable, c'est que les rues piétonnes se multiplieront au sein de ces villes où l'on va redorer le blason de la voiture individuelle injustement embouteillée. Ce qui n'a strictement rien à voir avec le fait que l'on construira de plus en plus vite pour épargner aux citoyens de passer leur existence dans le bruit.

Tout cela et bien d'autres choses, ce n'était même pas la peine de nous le promettre puisque, enfin, le Conseil municipal va être dirigé d'une main ferme tandis que les associations et comités de quartiers se verront attribuer des droits importants.

Et si, c'était aussi cette avalanche de promesses qu'aucune élection n'avaient porté à ce point de démagogie, qui avait en partie provoquée le succès des écologistes ? Eux qui répètent que le chemin qui mène à la société dont ils rêvent n'est pas facile...

C. M. VADROT ■

# où va la France ?

## résultats prometteurs pour la gauche... et pour le PSU

La gauche est, cette fois-ci, clairement majoritaire dans le pays. On pouvait encore faire semblant d'être sceptique à cet égard après les cantonales de 1976 — qui ne concernaient que la moitié de la France — ou après de simples résultats de sondages, même répétés. Cette fois, c'est établi. La progression est nette, par rapport à l'élection présidentielle de 1974, et même par rapport aux cantonales de l'an passé. Dans les villes de plus de 30 000 habitants par exemple, le total des voix de gauche représente 51,5 % des suffrages exprimés (contre 50,2 % pour F. Mitterrand le 19 mai 1974). Et il y aura désormais des maires de gauche à la tête de la majorité des municipalités de plus de 30 000 habitants.

Ce progrès de la gauche s'inscrit dans un lent, mais puissant mouvement de « nationalisation » des élections. Il y a peu d'années encore, certaines forces politiques étaient quasi-absentes de villes, voire de régions entières, et hégémoniques dans d'autres. Qu'on se rappelle la puissance de la SFIO dans le Nord-Pas-de-Calais ou dans les Bouches-du-Rhône, et son extrême faiblesse dans la région parisienne ou dans l'Ouest. Qu'on se rappelle la domination de l'est et de l'ouest du pays par la démocratie chrétienne.

Le gaullisme avait commencé de bouleverser cet état de choses, par son implantation, lente mais continue de 1962 à 1973, dans des régions de tradition de gauche, du Sud-Ouest notamment. Et puis — logique de l'élection présidentielle et « bipolarisation » aidant — la gauche, s'effritant dans ses fiefs, a pu au contraire partir à la conquête de zones jusque-là interdites : c'est ce qu'on a vu dans la période 1974-1976, et qui est aujourd'hui confirmé et amplifié par les municipales. La gauche tenant les mairies d'Angers, de Brest, de la Roche-sur-Yon, qui l'eût cru, il y a peu encore ?

### union, action...

La première raison de ce succès électoral, c'est l'union, et c'est l'acceptation par les électeurs (notamment socialistes) de listes unies. Il y a, bien sûr, des indications en sens contraire : à Maubeuge ou à Cambrai, les électeurs de la social-démocratie sont assez nombreux à refuser les listes unitaires pour permettre à la droite de s'installer. Mais, dans l'ensemble, dans les 202 grandes villes dans lesquelles la gauche était unie, c'est plutôt la discipline des électeurs de gauche qui a prévalu.

Quant aux 19 villes de plus de trente mille habitants (et à la petite centaine de villes de 9 000 à 30 000 habitants) dans lesquelles, par suite de la gourmandise et du sectarisme du PS, il y avait des « primaires » entre PS d'une part et PC d'autre part — ce dernier souvent allié au PSU — elles ont pour l'essentiel tourné à l'avantage du PS, de Clichy à Angou-

lême, de Villeurbanne à Blois ou à St-Brieuc. A noter que, dans cette dernière ville, l'addition des voix PC et PSU (ici divisé) aurait permis de mettre Le Foll en échec.

Le PSU ne saurait regretter pour autant le choix qu'il a fait dans ces circonstances. Celui-ci avait une signification politique, et nullement électoraliste. Il est du reste facile de constater, à l'examen détaillé des résultats de Clichy et de Marseille par exemple que, dans une situation de division de la gauche, les listes PS deviennent un réceptacle pour de nombreuses voix de droite anticommunistes, qui ne votent PS que pour mieux battre le PCF... Le PS enregistre ainsi une nouvelle croissance, mais avec des soutiens sociaux bien encombrants.

Le PC, de son côté, « tient » mieux que lors des consultations récentes. Il a certes dû concéder une place à des conseillers municipaux socialistes dans ses « bastions », mais moins qu'il n'en gagne lui-même dans des centaines de villes petites ou moyennes, grâce à la rupture d'anciennes coalitions socialo-centristes au profit de l'union de la gauche. Et le fait que la tête de liste soit communiste n'a pas empêché les électeurs de Reims, de Montluçon, de Tarbes ou de St-Quentin, d'installer la gauche à la mairie...

### ... autogestion

Le PSU a de multiples raisons de se satisfaire des résultats du premier tour. Allié aux partis signataires du programme commun, il appartient à la coalition victorieuse dans 19 villes importantes de province — St-Dizier, La Roche-sur-Yon, St-Quentin, Villefranche-sur-Saône, Roanne, Reims, St-Nazaire, Nîmes, Besançon, Vouziers, Le Havre, Alès, Boulogne, Calais, Oyonnax, Rive-de-Gier, St-Priest, Roubaix, Villeparisis — et dans 16 villes de la région parisienne — Massy, Aulnay-sous-Bois, Sevran, Colombes, Rosny, Sarcelles, Bezons, St-Denis, Nanterre, Le Blanc-Mesnil, Fontenay-sous-Bois, Villeneuve-St-Georges, Choisy-le-Roi, Champigny, Sartrouville, Aubervilliers.



Avec des listes autonomes autogestionnaires comportant éventuellement des militants écologistes, les avancées sont également importantes : liste élue en totalité à Coupvray, 47 % pour le CAG dès le premier tour à Louviers ; 6,7 % à Limoges, 19 % à Saint-Lô, 6,5 % à Lille, 7,7 à 11,6 % à Lyon selon les secteurs, 18 % à Morlaix, 18,7 % à Bron, 5 % à Tarbes, 4 % à Toulouse, 7 % à Dole, etc.

La tactique du PSU s'est ainsi montrée payante : l'union de l'ensemble de la gauche — où l'apport du PSU est parfois décisif — a permis de battre la droite, et souvent de l'expulser de mairies où elle paraissait solidement installée. Mais l'autonomie du parti a été clairement réaffirmée. Le travail avec les écologistes a été poursuivi. Et là où l'union n'a pas été possible, les partis de gauche savent désormais qu'il faut compter avec le PSU.

Les formations d'extrême gauche le mesurent aussi, puisque, dans l'ensemble, les listes LCR-LO-OCT obtiennent deux catégories de résultats :

- entre 1 et 3 % dans les localités où le PSU est partie prenante à la compétition (soit de manière autonome, soit avec l'ensemble de la gauche) ; les résultats des listes « révolutionnaires » apparaissant les plus faibles là où il y avait alliance PC-PSU (comme à Marseille) ;
- plus de 5 % là où le PSU était absent.

Il est clair en tout cas — cela constitue une leçon éclairante pour les partis du programme commun — qu'une fraction significative de l'électorat (3 à 10 % selon les cas), celle qui suit, selon les configurations, le PSU, le mouvement écologique, ou l'extrême gauche, entend se manifester et peser sur les choix politiques. Ici ou là, PC et PS sont amenés à le comprendre en période électorale : entre les deux tours, les partisans de tel ou tel courant de la gauche contestataire sont invités à prendre la parole dans des meetings unitaires. Le problème consistera à se faire entendre aussi au plan des choix et des pratiques politiques, en dehors des périodes électorales.

Dans le même sens, les élus autogestionnaires pèseront, au sein des conseils municipaux nouvellement élus, pour contribuer à faire véritablement de la victoire de la gauche la victoire des travailleurs. Le courant autogestionnaire ne sert pas qu'à apporter des voix et des thèmes novateurs. Il est une force à part entière du mouvement ouvrier, porteur d'options et d'orientations spécifiques, inséré, par un militantisme actif, dans toutes les formes de la lutte de classe. Sa présence dans des coalitions de gauche, son renforcement autonome, son combat sur le front écologique vont lui permettre, plus que jamais, à partir de ces élections municipales, de développer et de démultiplier son action.

Gilbert HERCET ■

## PSU : plus de deux cents élus 1. listes unitaires

### 33 villes où le PSU est élu au premier tour totalisant 59 élus

Saint-Quentin; Aubagne; Montbéliard; Besançon; Nîmes; Ales; Roanne; Saint-Nazaire; Reims; Saint-Dizier; Roubaix; Calais; Boulogne-sur-mer; Villefranche-sur-Saône; Saint-Priest; Le Havre; La Roche-sur-Yon; Sartrouville; Corbeil-Essonnes; Massy; Sarcelles; Nanterre; Colombes; Aubervilliers; Aulnay-sous-Bois; Blanc-Mesnil; Rosny-sous-Bois; Sevran; Saint-Denis; Champigny-sur-Marne; Choisy-le-Roi; Fontenay-sous-Bois; Villeneuve-Saint-George.

### 22 villes où le PSU est en ballottage

Bourg-en-Bresse; Vichy; Grasse; Rochefort; Montpellier; Saint-Etienne; Saumur; Vannes; Metz; Alençon; Perpignan; Mulhouse; Le Mans; Chambéry; Versailles; Antony; Issy-les-Moulineaux; Meudon; Rueil-Malmaison; Noisy-le-Grand; Saint-Maur-des-Fossés.

## VILLES DE MOINS DE 30000 HABITANTS

### 20 villes où le PSU est élu au premier tour totalisant 150 élus :

Vouziers; La Barre; Rive-de-Giers; Bouguenais; Figeac; Courcelles (52); Hautmont; Meythet; Lillebonne; Villeparisis; Coms-la-Ville; Althen-les-Palus; Migennes; Villiers-sur-Orge; Etampes; Bretigny; Sèvres; Neuilly-Plaisance; La Queue-en-Brie; Bezons.

### 39 villes où le PSU est en ballottage

Rethel; Rodez; Millau; Tulle; Lons-le-Saunier; Augeran; Chambon-Feugerolles; Wassy; Joinville; Langres; Yutz; Seynod; Saint-Jean-de-Cardonnay; Ozoir-la-Ferrière; Igny; Epinay-Senart; Bourg-la-Reine;

# Paris est-il toujours Paris ?

Les résultats du premier tour des élections municipales à Paris auront fait une première victime de taille : les instituts de sondage. Ils nous annonçaient d'Ornano terrassant Chirac et c'est l'inverse qui se produit ; ils créditaient les écologistes de scores parfois fabuleux dans des secteurs inattendus, nullement confirmés par les résultats. Bref ils se sont (et nous ont ?) trompés sur toute la ligne. Manipulation ? Ce n'est nullement à exclure. Dans cette furieuse mêlée, tous les moyens — surtout les pires — étaient bons ; il faudra s'en souvenir.

Chirac, donc, l'emporte sur d'Ornano. Pour l'ex-Premier ministre c'est un succès, ce n'est pas le triomphe escompté. Globalement les listes RPR obtiennent 26,23 % des voix et celles des RI 22,02 % ; 4,21 % d'écart, c'est finalement assez peu et Chirac, en fin de compte sort affaibli de cette bataille ; il n'a pas réussi à s'imposer comme « rassembleur » de la « majorité » mais apparaît comme le chef de file du courant le plus autoritaire de la droite, rôle qui lui colle à la peau et dont il aura du mal à sortir.

Giscard a tout lieu de s'en féliciter, même si au second tour ses partisans prennent de sérieuses claques. D'Ornano n'est assuré d'emporter que les 9 sièges du 16<sup>e</sup> arrondissement ; dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements, dans le 12<sup>e</sup> et dans le 18<sup>e</sup> arrondissements, la bataille contre la gauche sera des plus serrées. Dans la meilleure des hypothèses, pour eux, les giscardiens n'emporteraient que 29 sièges. En revanche Chirac peut espérer en gagner une cinquantaine, dont (6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements).

Chirac sera-t-il pour autant maire de

Paris ? Il lui faudrait, pour y parvenir, l'emporter dans tous les secteurs en balance, et cela n'est nullement assuré.

## 13 mars : des énigmes

En effet, d'une certaine façon, les résultats de ce premier tour à Paris, sont énigmatiques. Apparemment la droite maintient grosso modo son influence. Apparemment, car en 1971 des listes centristes avaient obtenus de 10 à 17 % des voix ; or depuis cette époque les centristes sont passés dans le camp giscardien. Qu'est devenu leur électoral ? Il semble qu'il ne se retrouve que très partiellement sur les listes d'Ornano. En effet le total des voix RPR et RI est même inférieur au score des listes « majorité » en 1971 dans les fiefs de la gauche (20<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements) mais aussi dans le 17<sup>e</sup>. Dans les autres secteurs, le total des voix RI et RPR n'atteint pas — il s'en faut de beaucoup — le total des listes « majorité » et des listes centristes de 1971. L'électorat centriste a-t-il, dans

sa majorité, basculé à gauche ? Pour l'instant rien ne permet de l'affirmer.

La gauche certes progresse à Paris, surtout dans le 17<sup>e</sup>, le 14<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> arrondissements. Elle obtient 3,52 % de voix supplémentaires par rapport à 1971. Mais aujourd'hui le PSU est présent sur les listes d'union de la gauche, alors qu'en 1971 il avait constitué des listes « Paris aux travailleurs » avec Lutte ouvrière, qui avaient obtenu de bons résultats (6 % en moyenne), très supérieures à ceux réalisés par les listes LCR-LO-OCT — dimanche dernier (2,90 %).

Au total, la gauche et l'extrême gauche font à peine mieux qu'en 1971 (un demi-point supplémentaire). Cette relative stagnation contraste avec la progression spectaculaire de l'union

scores « écologiques » (13 %), alors que le 9<sup>e</sup>, particulièrement défavorisé en espaces verts, donne le plus mauvais !

La carte des votes écologiques fait ressortir une coupure entre le Nord de Paris et le Sud, plus favorable. Bref rive gauche contre rive droite, et ce sont les arrondissements à la fois bourgeois et « intellectuels » (5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> arrondissements) qui votent le plus « écologique ». Il ne s'agit donc nullement d'un phénomène « social » exprimant un mouvement de masse, mais bien plutôt d'un phénomène de nature différente, « idéologique », probablement mâtiné de centrisme diffus. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'un tel courant se manifeste précisément au moment où l'affrontement de classes se durcit. En tous cas, les électeurs écologiques, de-



de la gauche en province. Il est vrai que la capitale s'est considérablement embourgeoisé ; on estime qu'en 10 ans la moitié des ouvriers parisiens ont émigré en banlieue. Ce déclin de l'électorat ouvrier a-t-il été juste compensé par la radicalisation à gauche des couches moyennes salariées ? Cette analyse n'est pas entièrement satisfaisante : des villes peu prolétaires, comme Angers, n'ont-elles pas basculé à gauche dès le premier tour ? L'évolution en profondeur de l'électorat parisien n'est-il pas en réalité masqué par l'apparition des listes écologiques ?

Car le problème le plus nouveau de ce premier tour est sans aucun doute le surprenant succès des listes Paris-Ecologie : 10,13 % en moyenne. La répartition de ces voix est assez remarquable : de toute évidence le vote écologique n'est pas un vote de classe — 9,85 % dans le bastion populaire du 20<sup>e</sup> arrondissement contre 10,72 % dans le 16<sup>e</sup> bourgeois, c'est blanc-bonnet et bonnet blanc. Il ne s'agit pas non plus d'un vote de protestation : le 13<sup>e</sup> arrondissement, hérissé de tours, n'a donné que 11,66 % de voix aux écologistes contre 10,13 % dans le 12<sup>e</sup>, relativement moins touché ; en revanche le 7<sup>e</sup> arrondissement, bourgeois et agréable, donne l'un des meilleurs

vraient s'ils sont logiques avec leurs options idéologiques, voter, dans leur majorité, pour les listes de gauche au second tour.

## 20 mars : des surprises ?

Le scrutin du 20 mars prochain pourrait bien finalement comporter quelques surprises et démentir l'apparente stabilité de l'électorat constatée au premier tour.

La droite en effet a pratiquement fait le plein de ses voix ; elle peut encore espérer recueillir quelques voix jobertistes (2 %), celles de l'extrême droite, plus des miettes royalistes. Mais l'affrontement d'Ornano-Chirac va laisser des traces et le report des voix entre les frères ennemis est loin d'être assuré.

La gauche pourrait bien, finalement, gagner de nouveaux secteurs le 1<sup>er</sup>-4<sup>e</sup> arrondissement), le 10<sup>e</sup>, le 14<sup>e</sup>), et — qui sait ? — l'emporter.

Chirac n'est pas encore maire de Paris. Le second tour nous dira si la capitale est, décidément, l'une des villes les plus bourgeoises du pays, ou s'il reste malgré tout quelque chose de ses traditions révolutionnaires.

Léo GOLBERG ■

## dès le premier tour

Thiais ; Saint-Mandé ; Joinville-le-Pont ; Vitrolles ; Montélimar ; Lunel ; Chanté-sur-Loire ; Passy ; Neufchâteau ; Villiers-sur-Marne ; Herblay.

### 2. listes autogestionnaires

#### dans 16 villes de plus de 30 000 habitants

(selon les secteurs) ; Bron : 18,6% ; Chelles : 6,4% ; Amiens : 4% ; Montauban : 5,5% ; Limoges : 6,7% ; Sainte-Geneviève-des-Bois : 8% ; Chatenay-Malabry : 6,8% ; Noisy-le-Sec : 8,5% ;	Carcassonne : 6% ; Briec : 4,4% ; Toulouse : de 3,3 à 4,9% (selon les secteurs) ; Rennes : 5,33% ; Grenoble : 9,13% ; Lille : 6,48% ; Tarbes : 4,93% ; Lyon, de 7,7 à 11,6%
---	---

#### dans 17 villes

#### de moins de 30 000 habitants : ballottage (1).

Marle : 32% ; Revin : 8% ; Quetigny : 10,5% ; Bergerac : 7,5% ; Louviers : 47% ; Morlaix : 18% ; Dôle : 6,7% ; Saint-Lô : 19% ; Chaumont : 6,8% ; Canteleu : 7,5% ; Saint-Dié : 6% ; Yerres : 13% ; Villebon ;	Villecresnes : 11% ; Villiers-le-Bel : 13,6% ;
--	--

(1) A l'exception de Coupvray (52%) élue dès le premier tour.

## document

### Jacques Seguela à Tribune socialiste :

#### « Je suis un mercenaire de la pub ! »

Paris, couvert d'affiches Paris agressé, Paris enfin livré aux directeurs artistiques et aux copywriters : tout un chacun a pu observer que les publicitaires sont désormais en bonne place dans certains états-majors politiques. Ce qui est vrai à Paris l'est aussi à Marseille, à Bordeaux, à Besançon ou ailleurs. Le marketing politique va bon train. Mais qui sont-ils vraiment ces hommes qui, inconnus du grand public, prétendent vendre le personnel politique comme on vend des savonnettes ? *Tribune socialiste* est allé le demander à Jacques Seguela, publicitaire, à qui le PS a confié le soin de lancer sur le marché le « super-produit » Mitterrand.

T.S. : Jacques Seguela, le marketing politique est une idée qui fait son chemin.

Jacques Seguela : Il y a marketing et politique... Qu'il s'agisse de promouvoir un homme politique ou une marque de café, les problèmes qui se posent au publicitaire sont identiques. Pour moi, Chirac c'est comme Omo il lave plus blanc. L'affiche « Chirac pour Paris » a été conçue par Chirac lui-même. Faute de conseils publicitaires, il est tombé dans le panneau, révélant son agressivité. Il s'est trahi jusqu'au bout et son affiche a été mal ressentie par le public-consomma-

teur. Rappelez-vous l'avant dernière campagne présidentielle. Lecanuet le premier avait appliqué, pour son affiche, les règles de la publicité commerciale. Hélas, pour son image de marque, il lui a manqué un conseil en publicité qui lui aurait évité ce sourire « dents blanches, haleine fraîche » ! Par contre, l'affiche de Giscard, rassurante et familiale, lui a fait gagner les élections. A l'époque, j'avais été en pourparlers avec François Mitterrand. Malheureusement, il a choisi une solution classique, celle de la photo-portrait. S'il avait suivi les propositions de marketing et de concep-

tion publicitaire que j'avais étudiées, j'aurais pu, peut-être, contribuer à lui faire gagner les 0,50 % de voix nécessaires à la victoire.

Qu'avais-je proposé ? De gagner du terrain sur des tranches d'électorat précis :

- les femmes, domaine où l'audience de Mitterrand était faible,
- les jeunes agriculteurs, où il passait mal,
- le troisième âge, pour qui le mot « évolution » rime avec révolution, et qui manifestait une certaine peur du changement. Le slogan que je préconisais était « François Mitterrand, vous serez mon président », illustré par des situations correspondant aux trois catégories sociales définies par une étude marketing. Malheureusement, François Mitterrand a préféré à l'époque une affiche qui ressemblait à celle de Giscard, mais en moins bien ; et elle a accéléré sa « mévente ».

Aujourd'hui, pour son affiche « Le socialisme, une idée qui fait son chemin », il a tenu compte des leçons précédentes. François Mitterrand a défini lui-même la stratégie. C'est un bon annonceur, il a compris qu'il fallait donner à l'affiche une dimension humaine, philosophique et politique. C'est l'image d'un homme qui fait son chemin très tranquillement, qui est conscient que son jour va arriver, qui refuse tout artifice.

T.S. : En admettant que vous ayez pu contribuer à la victoire de Mitterrand, cela signifie que le métier que

vous exercez vous confère des pouvoirs exorbitants. Ne craignez-vous pas de choquer et qu'une certaine idée que nous avons de la démocratie en souffre ?

J.S. : Ce qui est sûr c'est qu'aujourd'hui les majorités se font et se défont à quelques points près. Entre ceux qui, à droite comme à gauche, sont définitivement acquis à tel ou tel candidat, il y a ce que l'on appelle le « marais ». C'est ce dernier qui fait la différence. C'est à lui que je m'adresse. La publicité, d'ailleurs, ne peut être efficace qu'auprès d'une frange de gens composant la majorité silencieuse. Hésitante, dans son inconscient elle est, au dernier moment, sensibilisée par l'image. Celle-ci doit donc être suggestive et déterminante.

T.S. : Vous n'êtes, en somme, rien moins qu'un manipulateur ?

J.S. : Nous, publicitaires, sommes les « mercenaires » de nos marques ! Pour concevoir la campagne la plus convaincante possible, il faut y mettre beaucoup de passion, mais juger sans passion ! Je suis concerné dans mon métier de communication... mais pas en tant que citoyen... Je suis un des aspects de la société de consommation ! Je ne suis que peu motivé par la politique ; ce qui me passionne, c'est la condition humaine, la diversité de l'homme, ses possibilités, la transformation de la société...

T.S. : Vous avez dit vous-même que ce qui vous guide ce n'est pas la passion politique, dont vous estimez être à l'abri, mais la passion de communiquer. Or, ce que je remarque, c'est qu'aujourd'hui vous « investissez » à gauche. Envisageant très sérieusement l'arrivée de l'opposition au pouvoir, opérez-vous d'ores et déjà une reconversion ? Si c'est de cela qu'il s'agit, peut-être êtes-vous persuadé — à tort ou à raison — qu'avec la gauche à tout le moins à Matignon pour vous rien ne changera fondamentalement ?

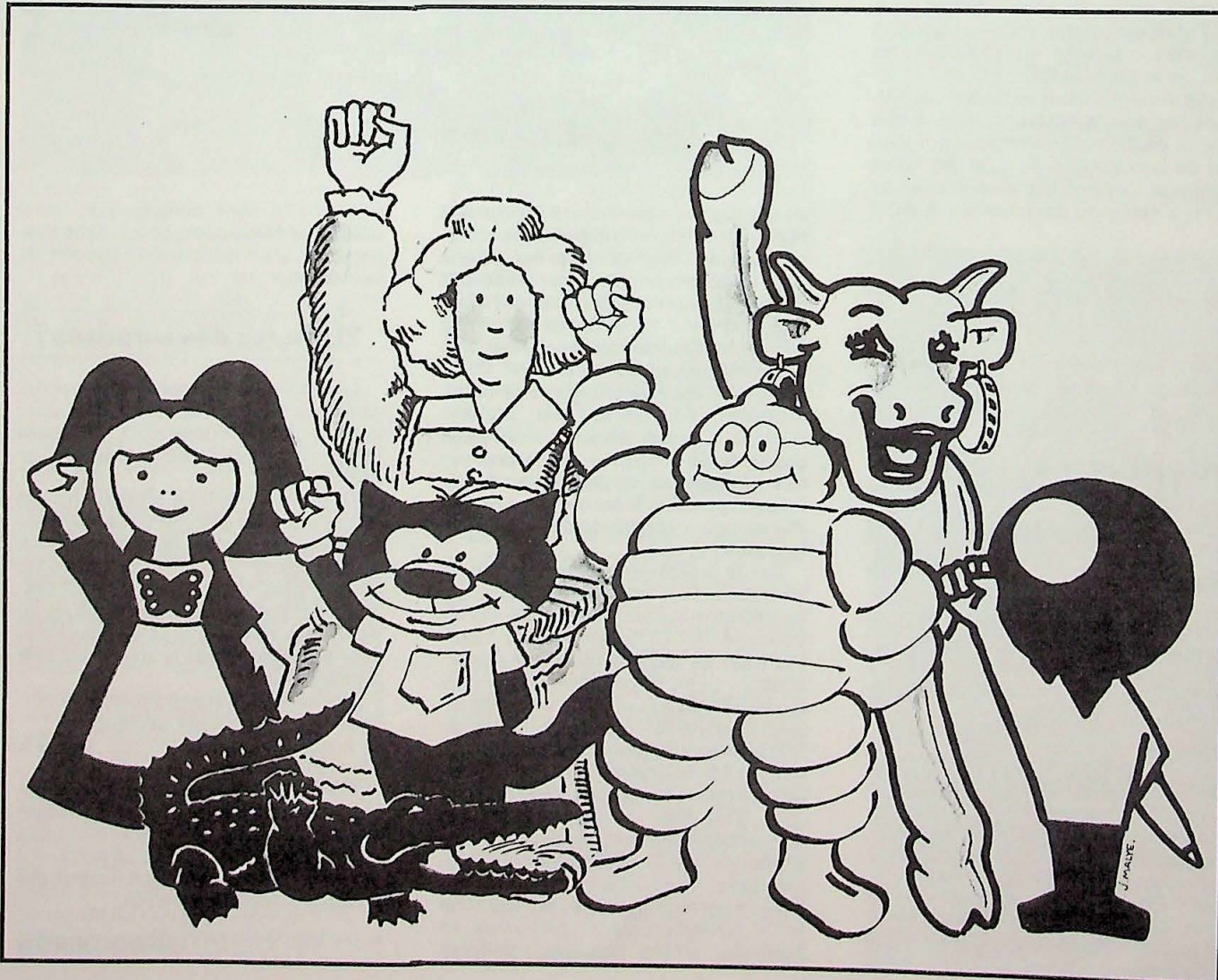
J.S. : La gauche ne changera pas fondamentalement les règles de la publicité, qui est un complément nécessaire à la vie que nous menons. Il ne faut pas « gripper » la machine. A mon avis, je pense que la gauche ne peut renier la consommation ni même en totalité le système économique.

Avec la gauche, la publicité appellera peut-être dialogue, information, avec des orientations nouvelles.

T.S. : En somme vous jouerez le jeu ?

J.S. : Exactement. En m'adaptant aux nouvelles règles du jeu. C'est simple non ? La publicité, vous savez, est un art ludique : on joue avec les mots, les images, les idées... ce n'est pas triste ! Les publicitaires sont de grands enfants. Les hommes politiques aussi. De gauche ou de droite, ils font toujours bon ménage.

propos recueillis par  
José SANCHEZ ■



# les exclus de l'intérieur

## délit de chaleur humaine

C'est bel et bien le procès de la Loi Veil qui s'est déroulé le 10 mars à Aix, la preuve : la relative clémence du Tribunal à l'égard des six inculpées. (1)

Nous souhaitons, nous demandons la relaxe pour ces camarades. Entre deux comptes rendus d'audience diffusés au micro à la foule massée sur la place durant tout le procès, plusieurs milliers de voix scandaient : « relaxez, relaxez, relaxez ! » mais au fond de nous une certaine inquiétude demeurerait sait-on jamais avec cette justice ? D'ailleurs, au cours de l'audition des vingt-six témoins, le Procureur irrité, s'est impatienté à plusieurs reprises :

Il supportait mal les démonstrations de sympathie à l'égard des inculpées, de même leur désir de tout expliquer de leur comportement (2).

Il faut avouer qu'un procès qui se déroule dans cette atmosphère rompt avec les traditions. Pression à l'extérieur : toute la ville informée, était à l'écoute du verdict ; les manifestants, bien que pacifiques et souvent joyeux, lançaient des slogans qui ne devaient pas plaire à la Cour : « MLAC MLAC

MLAC solidarité » ; « Il n'y a pas de place à l'hôpital, mais il y en a au tribunal ! » ; « Laissez-nous vivre... mais ne nous laissons pas piéger »...

### déposition accablante

Pression à l'intérieur : déposition accablante du Mouvement français pour le planning familial (MFPPF) dénonçant, chiffres à l'appui, les carences de la loi et des pouvoirs publics ; soutien réel de la part de la Confédération syndicale des familles, de certains médecins et des syndicats (3), messages de solidarité émanant de nombreuses personnalités syndicales et politiques ; et enfin, l'attitude des inculpées elles-mêmes qui ont dit tout ce qu'elles avaient à dire pour expliquer leur action, y compris « pour que changent les choses, il ne faut pas les demander, il faut les faire... » Jusqu'à Mme Veil qui a téléphoné pour demander la relaxe des municipales ?

Une conjoncture pareille, ça n'arrive pas tous les jours, mais ce qui a

été vraiment déterminant, c'est le soutien populaire ! Ces femmes ouvrières, soutenues et défendues par des femmes d'Aix, soutenues et défendues par des femmes de partout ! C'est le résultat d'une attitude conséquente ; elles ont engagé une action hardie et, courageusement, elles l'ont menée jusqu'au bout en s'appuyant sur les forces qui pouvaient les aider (4).

La conclusion, c'est un habitant d'Aix qui l'a donnée le soir, un journal local à la main : « Elles ont gagné, les femmes viennent de nous donner une leçon de politique ! »

Nous étions nombreuses le jeudi 10 mars à 18 h à penser comme lui.

Madeleine RIBES ■

(1) 1 mois de prison avec sursis pour une des femmes, 2 mois pour les autres toujours avec sursis.

(2) Les témoins allaient embrasser les inculpées, le juge leur a demandé « d'arrêter leur cinéma »...

(3) La CFDT avait contacté le Collectif de défense des libertés lequel avait déposé un texte au ministère de la Justice « exprimant le souhait qu'aucune sanction ne soit prise... »

(4) Engagées elles-mêmes sur le plan syndical, elles ont tout fait pour ne pas se laisser marginaliser.



## les expulsés de la Sonacotra

En avril 1976 neuf travailleurs résidents des foyers de la Sonacotra étaient expulsés vers l'Algérie à la suite d'un arrêté du ministère de l'Intérieur. Était ainsi sanctionnée l'action qu'ils menaient dans les comités qu'ils animaient. Cette action visait en particulier à obtenir une réduction du prix des loyers qui avait été augmenté d'une façon importante.

D'autre part ces travailleurs se refusaient à vivre encasernés dans des foyers, où les responsables jouent souvent le rôle des garde-chiourmes.

Le 9 mars, près d'un an après les « extraditions », le Conseil d'Etat désapprouvait les mesures prises par le policier en chef de l'Etat français, en suspendant les expulsions pour sept d'entre eux. En fonction des décisions

du Conseil d'Etat rien ne s'opposait donc à leur retour en France. Le 14 mars six de ces travailleurs algériens devaient revenir avec leur avocat par l'avion de 15 heures à Orly. Mille militants attendaient leurs camarades dans le hall de la gare, parmi eux des Algériens, des Africains, des Portugais ainsi que des syndicalistes français et des camarades de la Cimade, du CSCV, de HR, de l'UCMLF et du PSU.

L'avion arriva mais aucun des expulsés d'avril 76 n'était là.

Le mardi 15 mars, même scénario, mais avec seulement 200 personnes ; seul l'avocat était dans l'avion. Il déclarait, à ceux qui attendaient, que le ministère de l'Intérieur n'avait pas donné de consigne à l'ambassade de France à Alger pour permettre le retour des expulsés. Leur défenseur pense qu'il est possible qu'ils prennent l'avion du mercredi 16 mars.

Le pouvoir cherche-t-il à laisser pourrir, à laisser les travailleurs (ce en quoi il se tromperait lourdement) ou veut-il bloquer les décisions du Conseil d'Etat lorsqu'elles lui sont défavorables ?

P. REGNIER ■

### parole aux femmes d'Amérique latine

A l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes, le journal *L'information des femmes* organisait un meeting-débat à la Mutualité avec des femmes, réfugiées politiques d'Amérique latine : Argentines, Brésiliennes, Chiliennes, Uruguayennes, Boliviennes, Colombiennes, Mexicaines, Guatémaltèques... Toutes témoignèrent d'une Amérique latine livrée aux dictatures, à la répression militaro-policière, à l'impérialisme.

En plus de la situation politique et économique, elles dénoncent la condition des femmes en Amérique latine, le poids des idéologies religieuse et machiste.

Elles dénoncent la stérilisation forcée de milliers de femmes. Elles remettent en cause la place qui leur est assignée, non seulement dans les sociétés latino-américaines, mais aussi dans les organisations syndicales et politiques en s'appuyant sur les luttes très dures menées par les femmes. Elles dépeignent les conditions d'emprisonnement des prisonnières politiques, humiliations corporelles, viols courants, et comment celles-ci trouvent encore la force de chanter, danser et d'organiser la politisation des prisonnières de droit commun qui partagent leur sort. La salle était comble et attentive ce vendredi 4 mars.

Pour tout soutien financier adressez vos chèques à  
L'Information des Femmes  
14, rue Saussier-Leroy  
75015 Paris  
Avec la mention « Soutien aux femmes d'Amérique latine ».

# briser la chaîne

**BSN - Rive-de-Gier :**

## le verre se casse

Rive-de-Gier dans la Loire est une ville industrielle de 17 000 habitants. Les usines métallurgiques et les verreries ont succédé aux mines de charbon du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à une époque récente, la commune ne connaissait que les problèmes « ordinaires » du chômage. En étaient victimes les femmes et les jeunes. Les usines « tournaient ».

Brusquement à la fin de 1976, 352 licenciements étaient annoncés à BSN. Plus récemment en mars, les mille ouvriers de la société Marrel (acières spéciaux) rachetée l'an dernier par Creusot-Loire, étaient mis en chômage partiel, ne travaillant plus que 32 heures au lieu de 40. C'est dans ce contexte de menaces sur l'emploi que le conflit à la BSN a pris toute son importance.

### l'extérieur des frontières

L'usine BSN emploie un peu plus de mille travailleurs dont un nombre assez important de femmes. Elle produit du verre d'emballage : bouteilles, pots, assiettes. Un four est spécialisé dans le verre décor (rivanel). Mais le rivanel se vend mal. C'est le prétexte choisi par Riboud, (PDG de BSN, considéré comme un patron « social », ayant appelé à voter Mitterrand en 1974) pour justifier 352 licenciements.

En fait comme tant d'autres entreprises, c'est une restructuration qui s'opère. L'usine de Rive-de-Gier ne représente guère plus de 1 % du chiffre d'affaires de BSN-Danone, mais réalise 6 % de la production de verre du trust. Dans les établissements du verre d'emballage 800 licenciements sont prévus dans les années à venir. BSN aime l'étranger.

La « vocation européenne » du trust s'affirme. Il y a deux ans il voulait supprimer l'usine de Wingles (Pas-de-Calais). Pendant un an, il a fallu que l'ensemble des travailleurs du groupe lutte pour imposer en lieu et place de l'usine de verre à vitres, un four à bouteilles. L'usine d'Anche (Nord), elle, est concurrencée par deux installations en Allemagne. Ces installations sont le fait de BSN qui préfère la passivité « syndicale » allemande aux risques de riposte dans le Nord. Résultat : 450 travailleurs s'attendent à être licenciés dans les mois qui viennent. Mais partout ailleurs, la situation est similaire : menaces à Boussain (Nord), fermeture du dépôt Gervais-Danone de Marseille au profit de celui qu'ouvre BSN en Italie. Toutes les usines à bouteilles risquent de voir la modernisation entraîner des suppressions de postes. L'extension à l'extérieur des frontières (Belgique, Hollande, Allemagne, Espagne, Brésil) devient une vocation.

La menace de décembre n'a pas laissé les ouvriers de BSN Rive-de-

Gier indifférents. 50 % d'entre-eux sont syndiqués (pour les trois quarts à la CGT). Dès le 28 décembre, ils manifestaient dans la rue. Le 7 janvier, ils récidivent, soutenus par tous les travailleurs de la ville qui débrayent deux heures. Un défilé de 3 000 personnes est organisé par la gauche et les syndicats. Du 12 janvier au 22 février, ils font grève une heure par jour.

La grève reconductible a commencé le 22 février. Ce jour-là, la direction remet la liste des licenciés au personnel et annonce l'arrêt du four n° 3. Les délégués refusent de prendre connaissance des listes et proposent l'occupation de l'usine. Elle dure depuis cette date.

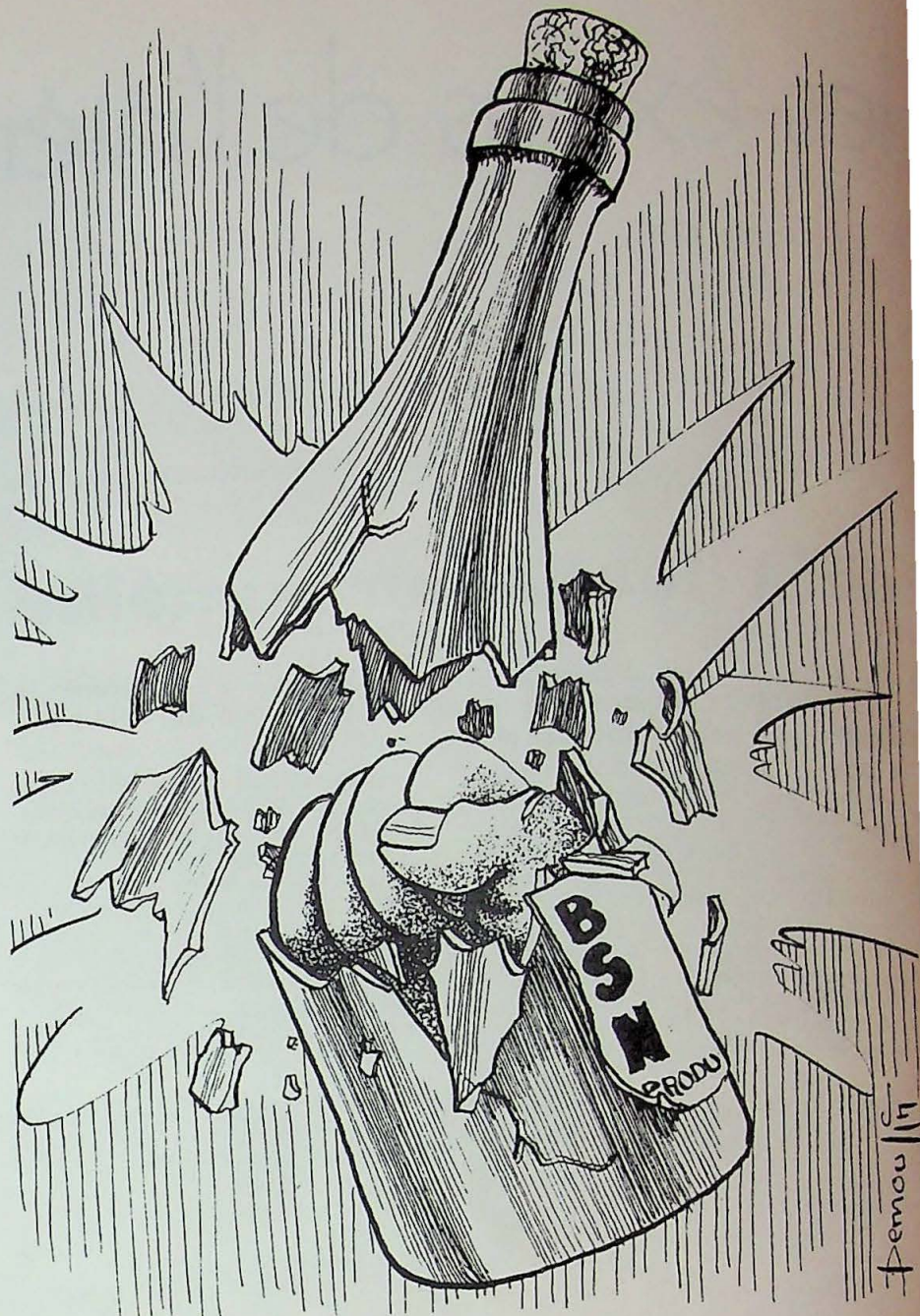
### un reclassement bidon

La direction a tenté de répliquer. Elle a envoyé une lettre à chaque salarié pour préciser ses propositions. Une partie des 352 licenciés serait réembauchée dans une usine métallurgique, la Société de Forgeage Rivegérienne (SFR, qui emploie 440 salariés actuellement), et dans deux autres entreprises. Les quenelles Rossignol et Ferrari, qui s'installeraient sur la zone industrielle de Lorette (localité proche de Rive-de-Gier) dans lesquelles BSN apporterait une participation de capitaux. Ces propositions de reclassement ont été repoussées. La SFR a été relancée par un spécialiste de la reprise d'usines en difficulté. Cette soi-disante planche de salut du licencié est pourrie : 30 ouvriers y ont été licenciés ; 60 intérimaires attendent l'embauche et les salaires sont bien bas qu'à BSN.

L'autre entreprise, les quenelles Rossignol, paye si mal qu'au premier bulletin de salaires, certains travailleurs (des femmes en majorité) ne reviennent plus le mois suivant. Pour 1 440 F par mois, peu acceptent de passer huit heures dans l'eau, la vapeur, même avec des bottes et un masque. Ce pseudo-reclassement a été largement repoussé par tous les ouvriers de BSN. Le plan « social » de Riboud n'est que de la poudre aux yeux.

### les postés occupent

L'occupation active est largement suivie. Les 4 à 500 ouvriers qui travaillaient en poste (4x8 ou 2x8) principalement à la fabrication et au choix assurent une présence perma-



nente. Pour que le verre reste en fusion dans les fours, une équipe de sécurité a été mise en place. Les assemblées générales, réunies chaque fois qu'un élément nouveau apparaît dans le conflit, rassemblent 6 à 700 personnes. Le 6 mars, une journée d'information aux portes de l'usine a été un succès. La remise en route de la production qui aurait pu être un facteur supplémentaire de mobilisation, est rendue très difficile techniquement par l'absence de stocks de fuel et de sable.

La popularisation du conflit devient un axe important de l'action. Le 8 mars toutes les usines de la vallée du Gier ont à nouveau débrayé deux heures. Une manifestation a regroupé 5 000 personnes. Est-ce cette ampleur qui a incité le juge des référés à nommer comme médiateur Antoine Pinay où les intérêts électoraux bien sentis des notables locaux ? Toujours est-il que les travailleurs ont aujourd'hui de surprenants alliés. Le maire de Rive-de-Gier (majorité ancien suppléant d'A. Pinay) E. Hémain s'est précipité chez son ami Durafour à la recherche d'une solution... Il y a six mois, il ne pipait mot...

C'est à la mairie Saint-Chamond qu'ont eu lieu, la semaine dernière, deux réunions de conciliation, la première avec Riboud soi-même, la seconde avec M. Fleury, directeur à Rive-de-Gier. Les syndicats ont proposé des solutions : réduction d'horaire pour tout le personnel, garantie des ressources à partir de cinquante-cinq ans, octroi de deux mois de préavis plus indemnités de licenciement. Sauf sur ce dernier point, la direction n'a pas voulu transiger. Elle a par contre exigé la reprise du travail pour le mardi 15 mars. La situation restait donc très tendue dans la région avant le premier tour.

Mais les ouvriers de BSN ne peuvent qu'être renforcés dans leur conviction par le triomphe inattendu dès le premier tour, la liste de gauche (sur laquelle figurent deux PSU) obtient 64 % des suffrages. De nombreuses communes de la vallée basculent à gauche. La grève avec occupation a été reconduite massivement lundi. Les nouveaux élus de gauche se sont immédiatement rendus dans l'usine pour saluer et soutenir les travailleurs.

Correspondant local ■

● **Banques :** lutter avec persévérance, ça peut donner des résultats victorieux. La preuve à Gap, après 39 jours de grève, un accord a été signé entre le syndicat CFDT (seul à mener l'action) et la direction de la caisse de Crédit Agricole des Hautes-Alpes. Cet accord prévoit : le versement d'une prime de 1 500 F aux seuls grévistes ; que le comité d'entreprise pourra opposer un droit de refus aux décisions de mutation de la direction ; le personnel féminin se voit reconnaître le travail à mi-temps ; soixante employés sur 130 auront leur classification modifiée au cours de l'année. Rappelons que les employés se battaient prioritairement sur les conditions de mutation, d'emploi du personnel temporaire. Ils ont donc eu satisfaction.

● **Transports :** les militants du PSU de cette branche et tous ceux qui s'intéressent aux problèmes des transports (comités d'usagers, comités de défense, etc.) sont invités à participer à une journée de discussions le samedi 26 mars à 9 heures, 9, rue



## Concorde : au-delà des cocoricos

Concorde à New York ? La réponse à cette question ne sera connue que dans un mois. Les autorités de l'aéroport de New York se sont donné ce délai pour évaluer les différentes forces en présence : poussée chauviniste en France (« sursaut national » a pu dire Chirac), pétitions des riverains de l'aéroport de Ponya qui frémissent des oreilles et du bulletin de vote à l'idée que le subsonique fasse trembler leurs maisons, pressions diplomatiques franco-anglaises, pression populaire organisée par le PCF, intérêt des compagnies américaines qui contrôlent 90 % du marché de l'aviation civile. Mais cette décision méritait-elle tous les cocoricos poussés en France pour la défense du bel oiseau qui vole si vite ?

Tous les arguments techniques, écologiques, commerciaux et sociaux sont maintenant connus. Concorde est là après des années de travail, de recherches et d'investissements. Son atterrissage à New York pourrait permettre de bonnes conditions d'exploitation par Air-France.

### un atout technologique

C'est même le seul vol qui pourrait atteindre un certain degré de rentabilité. Le vol Paris-Caracas par exemple ne permet qu'un coefficient de remplissage de 36,2 % ; Paris-Washington a plus de succès : 66 %. Mais au total, selon les chiffres d'Air-France, 2 750 heures de vol par an et par avion seraient nécessaires pour une rentabilité convenable. Une décision favorable des autorités new-yorkaises permettrait 1 700 heures...

Nous sommes donc loin du compte. Le coût de Concorde risque de n'être jamais amorti...

Est-ce une raison pour le condamner, pour se désintéresser de son avenir ? Certes pas, car il représente un acquis technologique considérable. Il a permis de démontrer que la France et la Grande-Bretagne possèdent, dans ce domaine, un ensemble industriel capable de concurrencer les grandes firmes américaines.

Malgré cet atout, l'industrie aéronautique civile française est en crise. Il en va de même dans tous les pays européens. Le marché européen n'absorbait que 16 % de leur production en 1974. Le refus des compagnies aériennes européennes d'acheter les matériels produits en Europe a des conséquences évidentes sur les balances commerciales et sur le niveau de l'emploi. Trois mille emplois menacés à la SNIAS (1). Pour

## d'autres conflits

Borromée. Les thèmes débattus seront : la situation actuelle dans les transports (coordination des luttes ; mots d'ordre etc.) ; la définition d'une politique des transports pour les partis ; l'organisation des travailleurs de la branche. ■

● **Textile** : au cours d'une rencontre avec la fédération CFDT Hacuitex, la CGTP Intersyndicale du Portugal a informé les travailleurs français de la situation sociale dans ce pays. Dans le secteur textile en particulier, 300 000 travailleurs sont en grève pour obtenir le renouvellement de leur convention collective. ■

● **Desombre** : après la CIP, c'est un autre conflit long pour l'emploi, celui des ouvrières de la confection Desombre, à Lille, qui vient de trouver une solution. Le conseil municipal de Lille y est partie prenante. La ville de Lille vient en effet de se porter acquéreur des locaux d'une usine voisine de Desombre, appartenant au groupe Godde Bedin (filiale de Rhône-Poulenc Textile), spécialisée dans la production de rideaux. « En échange »,

Godde Bedin rachète Desombre et s'engage à réembaucher la majeure partie des ouvrières (23 sur 30) qui occupaient leur usine depuis 18 mois. Les sept non-réembauchées, dont une déléguée syndicale CFDT, (tiens, tiens...) ont reçu promesse verbale de Mauroy d'une réinsertion dans les services municipaux. Bien sûr Godde Bedin réalise une restructuration à moindre frais, mais la victoire des Desombre n'est pas négligeable. Une solution, c'est mieux que rien. ■

● **Thomson** : les licenciements annoncés à la SESCOSEM (filiale Thomson) de Saint-Egrève ont eu un début d'application : deux ouvrières sous contrat ont été sommées de quitter l'usine le 7 mars. Le 10, en accord avec les syndicats CGT et CFDT, elles continuaient à travailler. La direction les faisait assigner alors à comparaître le 16 mars devant le tribunal de grande instance, en portant plainte pour « entrave à la liberté du travail ». Un comble ! Liberté de licenciement contre droit au travail voilà l'enjeu de ce jugement. Les syndicats considèrent

que les deux ouvrières doivent être embauchées puisqu'elles travaillent depuis six mois sous contrat (alors que le délai maximum fixé par un accord d'entreprise datant de 1968 est de 4 mois). Ils estiment qu'il y a du travail pour tous à Saint-Egrève et appellent à manifester devant le palais de justice.

● **CIP** : le rachat, en janvier dernier, de la CIP à Haisne La Basse, avait mis fin à l'un des plus longs conflits pour l'emploi ; cependant malgré la signature d'un protocole d'accord garantissant la réembauche dans un délai d'un an des 118 ouvrières qui occupaient, ces dernières doivent encore faire face à un problème de taille ! Comment tenir le coup financièrement jusqu'à la réembauche ? Une fois de plus les filles de la CIP ont tenté de trouver une solution collective. Elles ont décidé de reprendre la production « sauvage » dans une école désaffectée prêtée par la mairie. Des pourparlers sont en cours avec le syndicat pour racheter le stock de tissu et quelques machines de la CIP dont le nouveau patron ne veut pas. ■



AGIP

les garantir, pour s'assurer une certaine indépendance nationale et répondre aux besoins, une réorientation de la production et une organisation du marché du transport aérien sont nécessaires. Le gouvernement et le patronat français, eux, ont joué la carte du marché américain parce qu'il était le plus important (50 % du marché mondial). Mais il est en constante régression depuis 1970. Il n'est que peu accessible à du matériel nouveau. Enfin, il est très protégé : en dépit de son quasi monopole de la vente civile dans le monde, l'industrie américaine ne fonctionne pas en pleine charge. Ses effectifs ont diminué de moitié et les syndicats américains comme les français doivent se battre pour sauvegarder l'emploi. Au total, la pénétration du marché américain s'avère être extrêmement difficile.

### tout pour Douglas

Cela n'a pas empêché, en août dernier, le gouvernement français d'abandonner la coopération européenne pour un programme de construction des nouveaux moyens courriers (successeurs des Caravelles, DC 9, Boeing 727, etc.). C'est en accord avec la société américaine Mac Donnal Douglas que le programme sera réalisé. Ralentissement du programme Airbus conçu avec les Anglais, modification du Mercure 200 de chez Dassault pour le faire coïncider avec les projets de Douglas, le processus de liquidation de l'aéronautique européenne ne fait que commencer.

Ainsi la SNIAS se trouve placée en situation de sous-traitant, chargée de

produire au moindre coût des avions conçus et commercialisés par d'autres. « Depuis plusieurs années la seule politique menée avec continuité par les différents gouvernements et PDG de la SNIAS aura été de liquider progressivement le potentiel humain et technique au nom de la rentabilisation. Globalement les effectifs de la SNIAS ont diminué de 9 % ». Voilà le bilan que dressent les responsables CFDT.

Pour les compagnies américaines ces choix sont parfaits. Ils neutralisent le développement et les ventes d'Airbus ; ils récupèrent à bon compte les études réalisées par la SNIAS et financées par les gouvernements européens ; ils développent un nouvel avion compatible avec leur propre production, n'ayant plus rien à voir avec l'Airbus B2-B4 initialement prévu.

Les cocoricos courroucés poussés par la droite française à propos de Concorde sont donc particulièrement démagogiques quand on connaît la politique qu'elle suit par ailleurs. Elle cherche à sauver la face. Même si l'on peut comprendre que la bataille pour l'emploi suppose une défense de Concorde comme acquis technologique français, on peut s'étonner que le PCF ait voulu rivaliser avec elle sur ce terrain.

L'enjeu est ailleurs et notamment dans la promotion d'une autre politique industrielle pour l'aéronautique française et plus largement d'une autre politique incluant tous les types de transport. Le programme Concorde est commencé. Il est difficile de le stopper maintenant sans conséquences graves pour l'emploi. Mais un développement du transport spatial suppose la construction d'autres types d'appareils. L'utilité sociale de ce subsonique outre qu'elle est contestable aurait dû être posée préalablement à tout programme d'investissement.

Une démocratisation du transport aérien est possible. La CFDT lui donne quatre caractéristiques avec lesquelles nous sommes en accord : « développement d'avions de capacité et de rayon d'action adaptés aux besoins du plus grand nombre ; simplification de l'accès à l'avion ; meilleures liaisons entre les villes et les aéroports, allègement des formalités, suppression des temps d'attente à l'embarquement, amélioration des relations entre les métropoles régionales ; tarification adaptée au pouvoir d'achat des masses ».

Ce type d'objectifs suppose une réorientation de toute l'industrie aéronautique française. Le seul espoir des travailleurs ne réside pas dans le soutien à une opération de marketing commercial pour un produit, si raffiné soit-il, mais dans la capacité de changer la production et les besoins.

Yves SPARFEL ■

(1) SNIAS : Société nationale des Industries aéronautiques et spatiales.

# les choses de la ville

## prenez garde aux BP 5 000

Le pouvoir giscardien «récupère» sur tous les terrains, et par tous les moyens, y compris le «fric». Parmi les domaines privilégiés de cette entreprise de récupération : celui du «cadre de vie», dont le champ recouvre l'écologie dont on parle tant bien sûr, l'urbanisme, le logement et, parfois négligée mais non moins essentielle, la consommation. Deux raisons obligent le gouvernement à agir ainsi :

— L'incertitude politique actuelle, avant les élections municipales et les législatives qui suivront, contraint la droite à ne pas laisser se développer, sur le cadre de vie, une opposition de plus en plus vive dont l'extension peut entraîner de larges pans de la population dans des luttes anticapitalistes ;

— La structuration du syndicalisme du cadre de vie (conversion des APF en CSCV...) constitue une menace redoutable pour la droite qui n'ignore pas qu'elle doit maîtriser et orienter l'évolution de la consommation : les débouchés et les profits du capitalisme sont en jeu.

Récemment réunies au ministère des Finances, les organisations de défense des consommateurs ont entendu Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la Consommation. Elle les informait de la mise en place de boîtes postales destinées à centraliser, au niveau des départements, les réclamations des consommateurs. Sous prétexte que les consommateurs ne savent à qui s'adresser quand ils ont des problèmes ou, tout simplement, désirent s'informer, le secrétaire d'Etat à la Consommation décide de créer, auprès de chaque direction départementale de la

Concurrence et des Prix (ministère de l'Economie et des Finances) une boîte postale n° 5000. Ce numéro sera le même dans toute la France. Toutes les correspondances des consommateurs — demandes de renseignements, réclamations, plaintes susceptibles de déboucher sur des transactions... — devront parvenir à cette adresse. Ces lettres seront ensuite réparties vers les administrations concernées ou vers les organisations de consommateurs, par un «comité de surveillance» à caractère permanent (équipe de tri du courrier). Ces boîtes postales seront expé-

mentées dans six départements : Ille-et-Vilaine, Hérault, Alpes-Maritimes, Orne, Sarthe, Haut-Rhin.

Magnifique plan de récupération du mécontentement des travailleurs exploités dans ce domaine ! Il s'agit, ni plus, ni moins, de canaliser les organisations de consommateurs. Comment ?

Premier temps : l'administration crée un écran entre consommateurs et organisations qui les défendent ; il n'y aura plus de liens directs entre les uns et les autres et les syndicats qui interviennent dans ce domaine ne prendront pas trop de poids.

Second temps : on devra bien «choisir» les organisations de consommateurs auxquelles seront adressées les lettres collectées. Selon quels critères ? Parions qu'ils seront politiques : la tentation sera grande d'exclure les organisations qui s'inscrivent dans la lutte des classes. La Confédération syndicale du cadre de vie, fort active et contestataire, pourrait bien faire les frais des exclusives du pouvoir.

Enfin, en ramenant les problèmes de consommation au niveau de l'individu, en maintenant le travailleur isolé, l'opération court-circuitera les actions collectives à travers lesquelles les masses populaires prennent à la fois conscience de leur oppression et goût pour la lutte anticapitaliste.

### le piège des tapis verts

Dans un tel contexte, les organisations syndicales de classe (CSCV, CFDT, CGT) comme les partis politiques de gauche doivent prendre garde à ne pas dissocier la double fonction du travailleur : producteur dans l'entreprise, consommateur à

l'extérieur. La lutte contre le capitalisme est globale. Les militants ouvriers ne peuvent négliger les terrains de lutte qui se situent en dehors de la production.

Certes, la majorité des organisations de consommateurs s'est prononcée contre le principe de ces boîtes postales. Mais Christiane Scrivener est décidée à mettre en œuvre sa politique. L'action des organisations risque donc d'être canalisée par une politique de pseudo-concertation autour des tapis verts de commissions, sous-commissions, sous-sous-commissions, jusqu'à perdre toute agressivité et toute signification syndicale. Pour mieux faire accepter ce jeu politique, les aides financières seront sélectives, accordées au coup par coup selon les programmes proposés par les organisations. Des contrats spécifiques pourront être signés entre le ministère et les organisations. Celles-ci ne se situent pas dans l'optique giscardienne ? Alors pas de contrat, donc pas de pognon : c'est ça que l'on appelle la «politique contractuelle» !

### pas d'argent pour la lutte des classes

Dans le même temps, des interventions politiques et de certains syndicats (CFTC et FO) auprès de la CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) aboutissaient et la suppression d'une subvention touchée par la CSCV pour la formation de ses militants syndicaux. Raison invoquée ? La CSCV se réfère explicitement dans ses statuts à la lutte des classes.

Enfin, au niveau de l'Institut national de la consommation, qui est un établissement public, la pression gouvernementale s'intensifie. Le secteur «information» est spécialement visé : sait-on que le numéro spécial de «50 millions de consommateurs», intitulé «Vos Droits» a été passé au crible par les services du secrétariat d'Etat ? A tel point que les journalistes ont refusé de signer leurs articles. Lors du dernier conseil d'administration de l'INC, le rapport présenté proposait une nouvelle version du journal «consommateurs-actualité» dans laquelle étaient exclus les comptes rendus que les organisations de consommateurs faisaient de leurs actions. Une véritable bagarre, menée par les représentants de quelques organisations, s'en est suivie. Le commissaire du gouvernement a tranché : en opposant son veto à l'ensemble du rapport présenté. Là aussi la volonté politique est d'expurger des journaux de l'INC toute idée d'action collective, toute référence à une quelconque activité syndicale.

La politique giscardienne du «consommérisme» doit être démystifiée. Le boycottage des boîtes postales 5000 est, à cet égard, une étape dans la lutte que les consommateurs-travailleurs ont entreprise pour déjouer les pièges d'une politique qui fait semblant de «faire des choses» pour l'individu-consommateur et sous couleur de le protéger, le condamne en fait à l'isolement et à l'impuissance.

Michel LENTZ ■



Photo AFP

# Marseille :

## rien ne va plus...

Les travailleurs de Provence n'ont rien à envier à ceux des autres régions de France : 85 179 d'entre eux sont au chômage. Le taux de chômage (7,1 %), est très supérieur au taux national (4,8 %).

L'agglomération marseillaise, « poumon industriel » de la région, est particulièrement touchée puisqu'en février 1976, 27 842 travailleurs y sont privés d'emploi. Les patrons n'ont pas attendu la politique d'austérité de Giscard pour rogner les salaires : ici, ils sont très inférieurs à ceux du reste de la France. En 1972 déjà, le salaire moyen en Provence, calculé en indice par rapport à la base 100, est chiffré à 156 contre une moyenne nationale de 163. Les salaires sont de 38 % inférieurs à ceux de la région parisienne.

Paradoxalement la crise de l'économie marseillaise est accentuée par l'implantation du complexe industriel-portuaire de Fos. Le « miracle Fos », tant attendu et loué par les technocrates gouvernementaux et par les élus defferristes (qui reviennent actuellement sur cette position), se traduit en fait par une perte importante pour l'industrie marseillaise : si l'installation des industries lourdes (métallurgie, pétrochimie) a bien eu lieu — à moindre échelle que prévu et sans effet d'entraînement —, l'aménagement de cette zone de Fos a entraîné une fuite des établissements industriels marseillais vers les rives de l'étang de Berre.

La crise de l'emploi résultant de la désindustrialisation de la « cuvette marseillaise » a, de plus, été renforcée par les nombreuses prises de contrôle et les restructurations intervenues sous la poussée des firmes multinationales. Les effets néfastes se sont fait sentir, pour les travailleurs, essentiellement dans les secteurs traditionnels de l'industrie marseillaise : industrie alimentaire, corps gras, semoules, ainsi que dans les entreprises insérées dans des secteurs à forte concentration (constructions mécaniques et électriques). On assiste donc à un vaste mouvement de restructuration conduit par des trusts tel que BSN-Danone, Chancel, Lesieur pour les industries agro-alimentaires, General Electric pour les constructions électriques. Pour les travailleurs, la prise de contrôle ou la liquidation des entreprises par une firme nationale ou multinationale entraîne inévitablement des transferts d'implantation, des spécialisations de production, donc des licenciements (fermeture de Samo, Salador, Franche-Aliment, Uniprix, Lesieur, Coder, Griffet, Danone...).

### paradis du chômage... et du tertiaire de luxe

La majorité des luttes se sont engagées à Marseille pour la défense de l'emploi : grèves des ouvriers de Titan-Coder à la suite de la fermeture

de leur entreprise, reprise par Franco ; ce qu'on a appelé le plus long conflit de France, « Griffet » ; aujourd'hui la lutte des ouvrières et des ouvriers de l'usine Danone que le groupe de M. Riboud a décidé de transférer en Italie.

A côté de cette crise de l'industrie marseillaise, l'activité portuaire et ses dérivés (transports, réparation navale) se maintient tant bien que mal quoique le trafic porte essentiellement sur les hydrocarbures débarqués à Lavéra et à Fos-sur-Mer (en 1975, 95,7 millions de tonnes dont 81,4 d'hydrocarbures). La réouverture du canal de Suez n'a pas entraîné la hausse escomptée du trafic.

Entre une industrie en crise et une fonction portuaire qui s'autonomise, les responsables gouvernementaux et patronaux favorisent l'implantation à Marseille des activités tertiaires : banques, informatique, services aux entreprises. Ainsi, 67 % de la population active travaille dans le tertiaire (transport compris). De mars 1968 à janvier 1973 la croissance du secteur tertiaire a atteint + 2,1 % par an.

Dans le lancement de ce qu'on désigne sous le slogan de « Marseille métropole régionale », la bourgeoisie marseillaise, rassemblée dans l'Union patronale interprofessionnelle de Marseille et dans la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, est grandement secondée par le Parti socialiste defferriste solidement implanté dans les institutions communales, départementales et régionales.

Ainsi, la réalisation du « centre directionnel », au cœur de Marseille,

dans les quartiers de la Bourse, de la Porte d'Aix, des Carmes et de Sainte-Barbe (70 000 m<sup>2</sup> de bureaux avec notamment le Centre méditerranéen de commerce international) a permis à la fois de chasser une population jugée « indésirable » (personnes âgées, travailleurs immigrés...) et d'installer un luxueux quartier d'affaires. Pour remédier au chômage qui touche durement les travailleurs marseillais, on a en somme transformé la vieille cité phocéenne en terre d'accueil pour les services de direction et d'information des grandes entreprises agissant dans la région !

### la collaboration defferriste

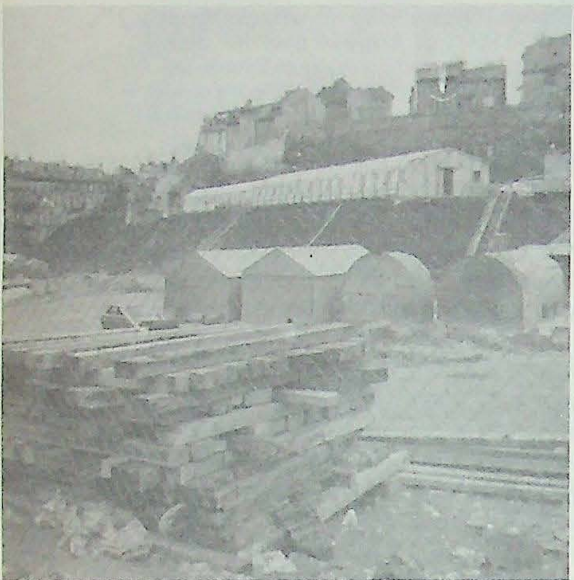
Cette opération illustre bien la politique de la social-démocratie marseillaise liée de longue date aux milieux patronaux. La rupture de l'alliance avec la droite ne change pas la stratégie defferriste : aucun accord unitaire de gauche n'a été conclu pour le premier tour des élections municipales. En revanche, les vieilles relations avec la bourgeoisie marseillaise sont conservées grâce à la mise sur pied d'un GAM « fantôme », regonflé récemment par l'adhésion de certains courants de la bourgeoisie locale comme M. Genoyer (le sauveur



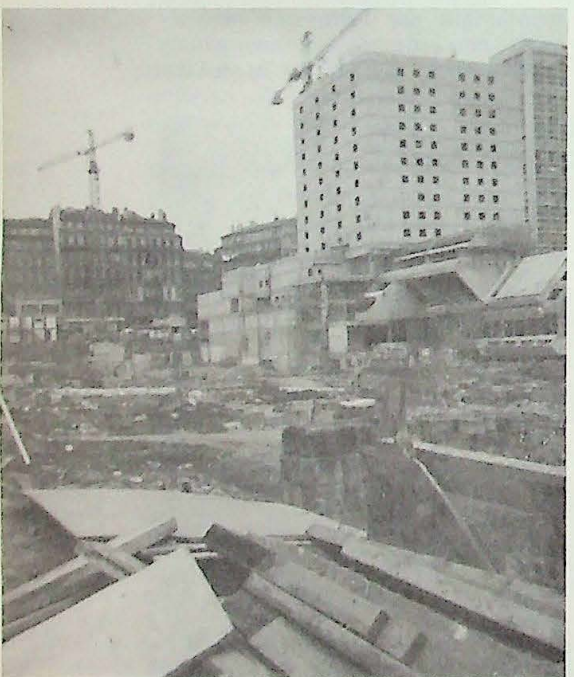
Photo Tribune socialiste



Quartier de La Cayolle.



« La butte des Carmes », désormais rasée



« le Centre directionnel »



de Griffet ! patron métallurgiste) et plusieurs personnalités de l'industrie portuaire.

En effet, les représentants traditionnels de la bourgeoisie marseillaise (Rastoin, Lombard...), perdent peu à peu leur assise économique et sociale. Le déclin du port de Marseille — depuis longtemps base essentielle de l'accumulation du capital régional — au profit des bassins de Lavéra et de Fos contribue sans nul doute à cette perte d'influence économique et politique. Face à ce déclin, la bourgeoisie marseillaise a choisi la fuite en avant. Tout d'abord en investissant dans des branches parasites mais hautement spéculatives, comme l'immobilier. Mais, surtout, elle a été l'un des artisans de la réalisation des complexes de Lavéra, puis de Fos, sans s'apercevoir qu'elle creusait ainsi « le lit des firmes multinationales » qui ont été les grandes gagnantes de l'opération.

Au niveau des institutions politiques et particulièrement des institutions municipales, la droite classique est de plus en plus court-circuitée. Raison qui la pousse à se rassembler et à faire confiance à de nouveaux leaders comme le giscardien Paul Dijoud. Cependant il semble que le patronat et le gouvernement préfèrent traiter directement avec le puissant courant defferriste (véritable institution régionale) ou tout au moins se le concilier et se passer de l'appui d'une droite traditionnelle en perte de vitesse.

### sociale et paternaliste...

L'emprise considérable de la social-démocratie marseillaise au niveau des institutions locales repose avant tout sur une alliance, celle de la petite bourgeoisie urbaine (artisans, PME, commerçants, petits fonctionnaires) avec la bourgeoisie locale.

Le renouveau du PS, d'ailleurs peu ressenti dans les Bouches-du-Rhône, n'a en rien changé l'image et la stratégie de la vieille SFIO marseillaise. L'approche des élections municipales de 1977 ne fait qu'accentuer l'électoratisme des dirigeants socialistes marseillais. La perspective d'une campagne électorale autonome

pousse le PS à renforcer son réseau de comités d'intérêts de quartiers, d'associations diverses destinés à encadrer une population urbaine sans cesse croissante. Cette attitude illustre bien les diverses facettes de la politique defferriste :

- une gestion « sociale et paternaliste » (qui sait être autoritaire à l'occasion, les employés municipaux en font tous les jours l'expérience) de manière à séduire et tranquilliser une population qui supporte de moins en moins l'urbanisation tentaculaire. En témoignent les nombreuses luttes dans les quartiers sur les impôts locaux, les loyers et les charges ;

- un dosage des populations entre les quartiers par la multiplication des lotissements de luxe et des zones d'aménagements concertés qui réservent le centre de la ville et les quartiers sud aux couches aisées (Centre directionnel, lotissements de la Corniche, ZAC de Bonneveine...). Alors que l'on « parque » littéralement les populations ouvrières à la périphérie dans les immenses ZUP de quartiers nord et est dépourvus de moyens de transport, de voirie, d'installations sportives et socio-culturelles ;

- faire de Marseille une métropole régionale accueillante pour le tertiaire de haut niveau et les groupes industriels et financiers en quête de luxueux sièges sociaux, à proximité de la zone industrielle de l'Etang de Berre et du débouché de la liaison Rhône-Rhin. Pour cela, il faut aménager Marseille, par exemple en autorisant la construction de luxueux complexes hôteliers comme ceux du Palm Beach ou du Sofitel élevés au milieu du site séculaire du Lacydon ; lancer un tourisme de grand standing par l'aménagement des îles du Frioul et des plages de Prado, vider le centre ville des travailleurs immigrés en les rejetant dans les quartiers périphériques, au nord de préférence.

### une autre solution est possible !

Oui, une autre solution est possible à Marseille. C'est celle qui s'exprime déjà — souvent bien sûr de manière

isolée et parcellaire — à travers les luttes des travailleurs français, immigrés, des femmes, des locataires, des jeunes...

Ces dernières années à Marseille, nombre de luttes ont éclairé la volonté de plus en plus affirmée des travailleurs de contrôler par l'action leurs conditions de travail et de vie :

- mouvements des ouvrières des petits et grands commerces contre l'autoritarisme des patrons et les salaires de misère : Codec, Sodim ;
- grèves des travailleurs des chantiers du métro pour assurer la sécurité de leur travail ;
- combat des ouvriers de Griffet pour le maintien de leur emploi sur place ;
- luttes des employés municipaux contre les bas salaires et pour le respect des libertés syndicales ;
- bataille récemment engagée par les ouvriers et ouvrières de Gervais-Danone pour la défense de leur emploi.

C'est dans ce contexte que se sont préparées les élections municipales.

Les sections de Marseille du PSU ont fait savoir avant le premier tour dans un appel public distribué à des milliers d'exemplaires, qu'il était possible à Marseille de battre la droite et de rendre la parole aux travailleurs. A condition toutefois qu'un accord unitaire se réalise entre tous les partis de gauche (PS, PCF, PSU) sur un programme anticapitaliste de soutien aux luttes des travailleurs et de contrôle populaire sur la ville ; à condition aussi d'en finir avec la politique de collaboration de l'actuelle municipalité avec la bourgeoisie marseillaise.

On connaît la réponse des socialistes : refus de toute unité avec les communistes, silence sur les propositions du PSU ; le PS s'alliera avec des « personnalités » et les radicaux de gauche.

Le PSU quant à lui a mené une campagne publique par tracts, affiches, réunions publiques :

- pour populariser sa *Charte communale* ;
- pour proposer au PS et au PCF la mise en place à Marseille d'une véritable unité populaire afin de battre les candidats de la droite gouvernemen-



tale et de mettre la mairie de Marseille au service des travailleurs et de toutes les couches populaires.

Le parti socialiste a maintenu son refus et affirmé clairement sa volonté d'éviter tout accord unitaire de gauche qui débouche sur une nouvelle politique municipale à Marseille.

Dans cette situation et vu l'impossibilité de réunir (sinon sous forme d'un cartel d'organisations) sur des objectifs unitaires et autogestionnaires, les organisations d'extrême gauche, les courants de lutte et mouvements de masse (gauche syndicale, groupes femmes, associations du cadre de vie, comités immigrés), le PSU a décidé de tout faire pour que puissent s'exprimer lors des élections municipales tous ceux qui, à Marseille, ont mené des luttes dans les entreprises, les quartiers, les écoles pour contrôler leurs conditions de vie et de travail et tous ceux qui pensent que seule l'unité de toutes les forces populaires sur des bases offensives et anticapitalistes peut amener une défaite de la droite et une municipalité au service des travailleurs. C'est dans ce sens que le PSU a décidé de présenter au premier tour de scrutin des listes d'unité avec le parti communiste, des militants et personnalités ouvrières

et démocratiques significatives des diverses luttes dans les entreprises, le cadre de vie, contre le racisme... Le PSU, sans en avoir fait une cause de rupture de l'unité, regrette et désapprouve la participation à ces listes de gaullistes d'opposition dont l'attitude anticapitaliste manque de netteté.

Une plate-forme d'action municipale envoyée à tous les électeurs a été élaborée visant non seulement à satisfaire les besoins populaires mais aussi à permettre une participation des habitants à la gestion des équipements de quartier, à l'aménagement de la ville, aux décisions de la vie communale.

Dans le cadre de sa campagne le PSU s'adressera aux militants, aux organisations syndicales, de quartiers, du cadre de vie, écologiques, d'immigrés... qui luttent dans la voie du socialisme et de l'autogestion. Il leur proposera les moyens et les occasions d'exprimer les revendications et les aspirations nées dans les luttes récentes et qui sont porteuses, non seulement d'une autre organisation de la commune, mais aussi de la société tout entière placée sous le contrôle des travailleurs.

Mathieu SANTUCCI ■



## le ras-le-bol des communaux

**Le 14 octobre, des bennes de la ville de Marseille prennent la direction du camp militaire de Mont-Furon. Et oui ! Lors de la grève des éboueurs, fin juin 1976, l'armée appelée par le très socialiste Defferre semble manquer d'entraînement dans le domaine du ramassage des ordures.**

Il faut y remédier ; c'est chose faite : les bennes mises à la disposition des autorités militaires permettent une « meilleure formation des jeunes recrues ».

Attitude étonnante de la part d'un maire que Michel Rocard qualifie de « prestigieux leader du mouvement ouvrier » lors d'un meeting du parti socialiste ? Pour qui travaille à la mairie de Marseille, la chose n'est pas surprenante. Avec l'aide de Force Ouvrière, la mairie fait en effet régner dans certains services municipaux un climat de peur : on voudrait faire comprendre aux municipaux que pour avancer de grade, d'échelons, pour être titularisé, il faut se taire et prendre sa carte à FO. Attitude d'autant plus grave que l'on compte parmi les agents, 30 % de contractuels que l'insécurité de leur emploi rend perméables aux pressions.

La lutte des éboueurs n'en est que plus significative : après avoir tenté par tous les moyens et de manière unitaire (un collectif syndical CGT, CFDT, FO, est créé) de négocier avec les représentants de la mairie, ces travailleurs sont contraints à une grève qu'ils souhaitent éviter pour ne pas gêner la population.

Seules réponses de la mairie : rejet des demandes d'entrevue et recours à l'armée. Intransigeance, intimidation, provocations, violences mêmes, sont les armes de cette municipalité. Des exemples ? Lors de la lutte des

éboueurs, une fourgonnette remplie de manches de pioches et conduite par des éléments du « parti defferriste » arrive sur les lieux d'une AG de grévistes. Sans commentaire ! On sanctionne pour activité syndicale, indiscipline, trouble de service des militants syndicaux CGT et CFDT qui ont distribué des tracts et fait signer des pétitions sur les revendications des travailleurs du secteur « nettoyage ». Après la grève, des éboueurs, certains des militants et délégués FO, qui ont participé au mouvement au grand désespoir de la direction FO de la ville, sont exclus pour non respect des statuts.

Le syndicat FO demeure majoritaire à la mairie. Mais il est de plus en plus contesté : nombre de travailleurs rejoignent la CFDT, la CGT, et combattent pour l'amélioration de leur conditions de travail et l'augmentation des salaires. Après les éboueurs qui ont montré la voie, en luttant pour des conditions de travail et de salaires décentes, la retraite à 55 ans, la titularisation des contractuels, le respect et l'extension des droits syndicaux, les porteurs des pompes funèbres élaborent à leur tour leurs revendications (titularisation effective des agents après 18 mois de service au lieu de 28 mois en moyenne actuellement, amélioration des conditions de travail, primes pour travaux pénibles, arrêt des sanctions) et suivent très

largement le mot d'ordre de grève lancé par la CFDT.

Inadmissible, l'attitude de Defferre est aussi très significative des méthodes paternalistes d'une certaine social-démocratie. La municipalité a toujours essayé d'établir un compromis plus ou moins tacite avec les travailleurs : d'un côté l'administration pouvait être « coulante » sur certains points, de l'autre les travailleurs devaient se taire sur l'essentiel.

Aujourd'hui, et surtout dans les couches les plus prolétariées des municipaux, le « ras-le-bol » apparaît.

Les travailleurs ne veulent plus de ces prétendus avantages qui les lient. Ils revendiquent le respect de leur dignité en tant que travailleurs. Et ils aspirent à une municipalité qui leur ouvrira le droit de contrôler eux-mêmes leurs conditions de travail et de salaires, — une municipalité, dont les références à l'autogestion ne seront plus seulement le label, quotidiennement bafoué, d'un parti qui s'est trop souvent, localement deshonoreré.

A.M.

Groupe entreprises Marseille ■

### LIBRAIRIE

#### Liste N° 9

#### Spéciale « élections municipales »

● EDITIONS SYROS	
<i>Louviers : sur la route de l'autogestion ?</i> Ch. Wargny	18,00
● EDITIONS LE CERF	
<i>Les femmes à la mairie. Nous conseillères municipales</i>	20,00
● EDITIONS OUVRIERES	
<i>La politique locale des transports :</i> F. Troger	25,00
<i>L'action culturelle et le budget municipal,</i> J. Verpraet, A. Lefebvre	29,00
<i>L'information dans la cité,</i> R. Beaunez et F. Kohn	30,00
<i>La commune, son budget, ses comptes,</i> F. Giquel	32,00
<i>Le conseil municipal, le maire, les adjoints,</i> J. Fonteneau	16,00
<i>La commune et l'environnement</i>	21,50

Pour tout achat de F 100,00 minimum  
REMISE 10 %, expédition franco

Adresser la commande accompagnée du règlement à :  
EDITIONS SYROS : 9, rue Borromée, 75015 PARIS - CCP 19 706 28  
PARIS



## La Cayolle : pour le droit au logement

**La Paternelle, Cité Bassens, La Cayolle : cités d'urgence et quartiers miteux abritant, dans un climat de répression constante, les familles marseillaises immigrées « donc » vouées à l'insalubrité, à la misère, aux ratissages policiers. En toile de fond, la secrète prison d'Arenc sert de halte aux expulsions arbitraires chères à Ponia.**

Dans les quartiers sud qui se transforment en zone résidentielle, La Cayolle donne l'asile à 300 familles — dont 80 % d'origine étrangère — réparties en trois cités insalubres qui se « bidonvillisent » faute d'entretien des pouvoirs publics. A 500 mètres de là, 250 familles françaises logées, elles, dans de confortables maisons individuelles. De nouvelles constructions sont prévues : alors, on expulse.

Dès 1971, les travailleurs immigrés s'y organisent, luttent, avec des travailleurs français, pour le respect de leur dignité et leur relogement, sur place, dans les bâtiments neufs. Le 17 décembre 1972, l'opération « portes ouvertes au bidonville Colgate » révèle et la misère ambiante et la combativité croissante des mal-logés de La Cayolle.

La moitié des familles obtiendront un relogement correct. L'autre moitié suscite la création d'un comité de liaison français-immigrés où se côtoient militants étrangers, membres des comités d'intérêt du quartier, adhérents de l'Association syndicale des familles, camarades du PCF et du PSU.

Les grandes décisions sont prises en assemblée générale au sein desquelles les travailleurs immigrés s'expriment pleinement, sans être poussés en avant ni débordés.

Au sein de ces trois cités se trouve un poste de police qui ne facilite pas

l'engagement des travailleurs immigrés. Nous avons essayé d'obtenir son déplacement, mais sans succès pour l'instant.

Le 9 janvier 1977, 2 000 personnes ont visité les « îlots » du camp de

l'Arénas à l'appel des habitants regroupés dans le comité de liaison des travailleurs français et immigrés de Mazargues, soutenu par le PSU, le PC, les ASF, la Cimade, les comités d'immigrés des quartiers Nord.

Les élus de droite comme les élus defferristes « ont honoré » les habitants de leur présence et cherché à disculper l'Etat (pour les élus giscardiens) et la commune (pour les élus socialistes).

Cette opération « portes ouvertes »

illustre bien la volonté des habitants de la cité de lutter pour un relogement sur place et l'écho que cette lutte commence à recevoir parmi les travailleurs des autres quartiers de Marseille. Cette journée a permis de constater qu'à Marseille comme partout, il n'y avait rien à espérer des pouvoirs préfectoraux et municipaux que par la lutte populaire.

En effet, alors qu'à Marseille résident 130 000 immigrés (recensés officiellement), aucune mesure efficace n'a jamais été prise pour assurer des conditions de vie décente à des travailleurs qui fournissent le gros de la main-d'œuvre de l'industrie marseillaise (BTP, commerce, réparation navale). En 1975, enfin, l'Etat et la municipalité se sont décidés à établir un programme d'amélioration de l'accueil et du logement des immigrés prévoyant environ 60 milliards de crédits étalés sur cinq ans.

Un an après, aucune des opérations prévues dans ce programme n'a été réalisée. Il est vrai que les travailleurs immigrés ne votent pas ! Il ne suffit pas de proclamer comme le fait le PS dans un manifeste municipal que les « citoyens vont contrôler la ville ». Le contrôle des habitants de la commune sur la ville passe par la lutte :

- pour le droit au logement pour tous, immigrés, jeunes, chômeurs,
- pour le droit à des équipements sociaux, sanitaires, scolaires.

Une municipalité au service des travailleurs est au service de tous les travailleurs, français et étrangers.

J. F.

Groupe PSU des quartiers Sud ■

### prison illégale d'Arenc : où en est-on ?

L'existence de la prison d'Arenc, prison clandestine pour immigrés, a été dénoncée depuis 1975 par une campagne de presse massive, des interventions d'élus, une campagne du collectif pour la fermeture de la prison d'Arenc. Son existence n'est prévue par aucun texte de loi. Aucun magistrat ne pourrait la prétendre légale. Pourtant le pouvoir s'obstine avec cynisme à la présenter comme un « centre d'hébergement » où séjourneraient divers « délinquants » avant leur expulsion. En fait, le pouvoir se moque ouvertement de sa propre légalité.

Après la plainte d'un ancien détenu, Salah Berrebouh, le juge d'instruction E. Loques a estimé qu'il y avait matière à inculpation, entre autres du préfet, M. Somveille. Le juge s'est retrouvé après plusieurs mois en conflit avec le Parquet (représentant du pouvoir) qui demandait un non-lieu. La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence vient de trancher en faveur du juge. Pour le moment la tentative d'étouffer l'affaire a donc échoué. Reste un danger : que le pouvoir engage la légalisation de la prison ; ou qu'il tente de faire oublier l'affaire.

Une campagne d'information et de dénonciation est plus que jamais nécessaire. Le collectif a publié une plaquette, organisé une marche. D'autres initiatives sont en cours ou en préparation. Parallèlement, une opération « colis de Noël » a été organisée par la CGT.

L. L. Section de Marseille du PSU ■

# garde à vous mêmes

## le « mouvement des délégués » Rhône-Alpes montre la voie

Le 6 mars, sept appelés représentant les sept comités de soldats de la coordination Rhône-Alpes tiennent une conférence de presse à Lyon. Ils annoncent le début d'une campagne commune des comités pour l'élection, à bulletins secrets, de représentants des soldats. Ces délégués doivent, face à la hiérarchie militaire, exercer un contrôle sur tous les aspects quotidiens de la vie à la caserne : hygiène, sécurité, formation militaire, missions, discipline... Il s'agit bien dans les faits, de délégués syndicaux ; les comités demandent d'ailleurs un local pour leurs réunions.

Progrès considérable pour le mouvement des soldats : pour la première fois, une coordination de comités intervenant dans une douzaine de casernes, propose à tous les soldats d'une même contrée de lutter, en même temps, sur la même revendication. Cette campagne est d'abord le fruit d'un long travail d'implantation et de mobilisation de la coordination dans toutes les casernes de la région.

Elle résulte aussi des nombreux liens entretenus avec le mouvement ouvrier : action commune de l'Union départementale CFDT de l'Isère et du comité de soldats du 93<sup>e</sup> RAM de Grenoble pour la libération d'un appelé du 7<sup>e</sup> BCA, emprisonné après un refus collectif de marche dangereuse (septembre 1975) ; déclaration unitaire des unions départementales CGT, CFDT, FEN, CDJA de Savoie apportant leur soutien au comité de la BA 725 du Bourget du Lac (juin 1976) ; solidarité victorieuse de la fédération Construction Bois CFDT et du comité de soldats du 4<sup>e</sup> RG de la Valbonne, contre l'emprisonnement de deux appelés ayant refusé de bri-

ser la grève des éboueurs de « Monin Ordures Services » (Lyon, juin 1976) ; création, à l'initiative du comité du 6<sup>e</sup> BCA, d'une commission d'enquête civile, recueillant l'appui de nombreuses organisations syndicales et politiques afin que la vérité soit faite sur l'accident de Taillefer qui a provoqué trois morts.

### discourir ou mobiliser ?

Vigueur du mouvement des soldats qu'illustre l'initiative Rhône-Alpes donc ; ardeur aussi des débats en son sein. Quelle orientation donner à l'activité des comités ?

● Pour les camarades de l'OCT (défavorables au principe même du syndicat de soldats) et pour ceux de la LCR (théoriquement ralliés à la cause syndicale, plus réticents dans la pratique), une seule perspective : les comités doivent concocter des « plates-formes revendicatives catalogues » ; plates-formes locales, régionales, puis nationales. Le débat est d'abord pour eux idéologique formel et, d'une

certaine manière, intemporel. Orientation périlleuse : ne risque-t-elle pas de geler l'activité des comités, de les démobiliser faute d'acquis concrets ? N'est-elle pas minorisante aussi, en ce qu'elle valorise la frange la plus politisée du mouvement au détriment de sa base ? Et ne risque-t-elle pas de confiner le mouvement des soldats dans un rôle d'aboyeur, stérile et vindicatif, aux basques de l'union de la gauche ?

● Le courant proche d'IDS propose au contraire de mobiliser les comités de soldats sur des revendications qui correspondent aux préoccupations du moment : aujourd'hui, l'élection de délégués dans les unités de l'armée. Il s'agit moins de dénoncer que d'agir ensemble pour gagner sur les objec-

tifs précis — et prouver par là que l'action collective paie, en même temps qu'elle dévoile, les tares de la machine militaire. Ainsi, les comités pourront-ils jouer un rôle « fonctionnel » pour la grande masse des appelés et devenir, « de facto », des sections syndicales. Ce processus devrait progressivement amener les coordinations à assumer le rôle d'union régionale de sections syndicales de soldats.

Cette dernière orientation soutient la « campagne des délégués » des comités de soldats de la région Rhône-Alpes. Elle doit rencontrer le maximum d'écho auprès de tous ceux qui luttent pour le syndicat de soldats.

Bertrand JULLIEN ■



Photo Christian Weiss

## extraits de l'appel de la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats

Face à la pression du mouvement des soldats, le gouvernement a déjà reculé (augmentation de la solde, modification du régime des perms, transport un peu moins coûteux). Face à la volonté des appelés (...) de contrôler leur propre sort, le gouvernement a prévu de faire « participer » les appelés : des commissions sont prévues par le règlement ; le chef de corps les crée s'il le veut, définit leur rôle et y nomme les appelés qu'il veut. Ces commissions ne décident rien, mais peuvent donner un avis si on leur demande. En réalité, la hiérarchie se refuse même à mettre en place des commissions bipartites.

Le mouvement de soldats refuse ce simulacre de participation. Nous exigeons : la mise en place de ces commissions paritaires ; une redéfinition de leur statut, avec le droit notamment de discussion et de libre élection des délégués de soldats dans ces commissions ; le droit pour les appelés élus aux commissions de discuter et rendre compte des problèmes posés et des réponses apportées ; l'obtention d'heures de délégation pour consulter les appelés ; un local avec des permanences pour les délégués. [...]

Mais le contrôle des soldats ne peut se limiter à la participation, aux commissions paritaires. Appelés, petits engagés, nous exigeons d'élire nous-mêmes des délégués, par chambrées, services, ateliers, sections, compagnies, regroupés dans un comité de « caserne » indépendant de la hiérarchie militaire, pour exercer notre contrôle :

— sur les conditions de sécurité : plus « d'accidents/fatalités » comme à Chezy ou à Taillefer ; halte aux courses en montagne sans équipements de sécurité et avec un encadrement sous-formé. Contrôlons nous-mêmes les conditions de sécurité avant chaque exercice et manœuvre, dans les bâtiments, pendant les transports...

— sur les conditions d'hygiène : exigeons l'élection d'une « commission hygiène et sécurité » (pour éviter les intoxications alimentaires, comme au 93<sup>e</sup> RAM, la gale comme au Bourget et à Bourg-Saint-Maurice...);

— sur les conditions de gestion : des délégués pour contrôler les livres de compte dans les casernes et la comptabilité des divers services ; des délégués pour contrôler les dépenses : halte aux destructions de stocks d'essence ou de munitions... aux privilèges abusifs (gradés se faisant reconduire chez eux aux frais de la collectivité, exploitation éhontée des appelés par les engagés à Noël, au Jour de l'An...);

— sur les conditions de vie : non aux horaires sans limitations ; aux nourritures quantitativement et qualitativement insuffisantes, aux gardes et permanences inutiles, aux affectations et mutations arbitraires, aux emplois du temps débiles ;

— sur les missions : refusons les missions briseuses de grève, l'hébergement des gendarmes ou des CRS dans les casernes lors de grèves dans la région, les manœuvres à contenu politique réactionnaire (poursuite de l'ennemi intérieur, de l'ennemi venu de l'Est, des mouvements autonomistes) ;

— sur la formation militaire : halte au bourrage de crâne dans les stages commandos, d'initiation à la guerre civile, aux défilés intensifs, à la parade. Pour une véritable formation militaires ;

— sur la discipline : exigeons les délégués, pour pouvoir déposer nos réclamations, pour avoir la connaissance de nos dossiers, des motifs de punition, pour obtenir un véritable droit de défense des soldats face à l'arbitraire de la hiérarchie (accès aux dossiers, droit de prendre un avocat civil, publicité des débats, suppression des juridictions d'exception).

Coordination Rhône/Alpes des comités de soldats. 93<sup>e</sup> RAM Grenoble - BA 725 Le Bourget - BA 942 Mont-Verdun, 7<sup>e</sup> BCA Bourg-St-Maurice - 71 RI Valence - Centre de Sélection n° 8 Quartier Général Frère - 4<sup>e</sup> RG Valbonne ■

justice :

## deux poids, deux mesures

« Il faut du reste savoir que les jugements sont en train de devenir plus sévères, les peines d'emprisonnement plus lourdes. Les tribunaux suivent l'évolution de l'esprit public. » (Olivier Guichard - février 1977). Ainsi s'exprimait tout récemment le garde des Sceaux pour commenter un sondage publié par le quotidien *Sud-Ouest* sur le fonctionnement de la justice. Il ressortait essentiellement de cette enquête que nombreux sont les Français qui estiment que la justice fonctionne mal et surtout qu'elle est trop lente.

Que la justice soit lente, nous ne saurions en disconvenir. Elle est en effet très lente pour certains, expéditive pour d'autres. Il y a à peine quelques mois, les flagrants délits constituaient une catégorie juridique connue des seuls juristes ; c'est dans la passivité générale que fonctionnait la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, spécialisée dans le traitement des flagrants délits. Cette chambre n'attirait pas la grande foule des procès d'assises, ni celle des procès correctionnels notamment financiers, ceux qui interviennent après trois, cinq, voire dix années de procédure et d'instruction. La 23<sup>e</sup> chambre fonctionnait à plein régime : 6 000 personnes jugées en huit mois, 4 000 journées de prison distribuées dans le même temps sans parler des peines assorties du sursis ni des mises à l'épreuve.

### expéditive pour les uns, lente pour les autres

La 23<sup>e</sup> chambre jugeait rapidement : l'examen d'une affaire durait entre cinq et quinze minutes. La 23<sup>e</sup> chambre était réservée à certaines catégories sociales : on y voyait défiler des prévenus généralement jeunes, des chômeurs et très souvent des immigrés, arrêtés par la police à l'occasion d'une raffe ou d'une dénonciation.

Depuis l'opération « coup de gueule » menée par la fine fleur contestataire du barreau de Paris qui transforma quelques audiences en une véritable foire d'empoigne, les choses se sont paraît-il calmées. Les avocats ont dans leur majorité retrouvé le charme discret de leur cabinet. Mais la 23<sup>e</sup> chambre fonctionne toujours, avec peut-être plus de modération, sans qu'on sache si cette modération est de circonstance ou le résultat d'une véritable transformation des méthodes judiciaires en matière de flagrants délits. Bref, expéditive pour les uns, lente pour d'autres (par exemple, depuis quatre mois, toutes les poursuites engagées par le ministre des Finances pour fraude fiscale sont suspendues, élections municipales obligent !), la justice rend mal son office. Trois ouvrages viennent confirmer un diagnostic que *Tribune socialiste* s'emploie à établir depuis des mois, ne

serait-ce que par l'intitulé de sa chronique « Injustice » : *Les jeunes en prison* (1), *Fermer les prisons* (2), et *L'application de la loi* (3).

### chronique de la vie en prison

Les deux premiers constituent un réquisitoire impitoyable contre la prison. Jean-Pierre Montaron a été instituteur à la maison d'arrêt de Fresnes de 1968 à 1970, puis à celle de Fleury-Mérogis jusqu'en juin

1975. Chargé de faire passer des tests aux arrivants du bâtiment D 2 de Fleury, il nous livre les textes de l'épreuve de français qui consistait normalement en une rédaction sur le sujet : « décrivez la pièce où vous vous trouvez actuellement ».

Au sadisme de l'administration pénitentiaire, Jean-Pierre Montaron tâchait de substituer des sujets moins indécents. C'est ainsi que les jeunes qui lui étaient confiés, « opprésés de solitude, après ces premières journées passées en cellule, exposaient leurs problèmes, confiaient leurs souffrances, leur détresse, leurs espoirs ; ils affirmaient leur indignation, leur révolte ».

Véritable chronique de la vie quotidienne en prison, depuis l'organisation de la maison d'arrêt jusqu'aux révoltes de l'été 1974 en passant par l'obsession de la propreté et de la discipline qui anime les responsables de la prison, l'intérêt de cet ouvrage remarquable est d'être celui des détenus, Jean-Pierre Montaron se contentant d'être leur porte-voix et leur fidèle interprète.

Différent est l'ouvrage de Dennie Briggs, bien que son objet soit de « fermer les prisons ». Partant du constat que de 50 % à 80 % des hommes et femmes incarcérés pour dix-huit mois et plus en Grande-Bretagne commettent une autre infraction et se retrouvent en prison dans les deux années qui suivent leur libération, Briggs se propose « de jeter un

coup d'œil sur les méthodes les plus fécondes de traitement des délinquants par d'autres moyens que la prison. »

Son livre décrit les méthodes et stratégies qui ont fait la preuve de leur efficacité à grande échelle. Briggs estime que bien appliquées, elles pourraient en un an diminuer de moitié la population carcérale de n'importe quel pays et la réduire selon une progression géométrique de 50 % par année. C'est précisément là que blesse le bât d'une démonstration qui sacrifie au pragmatisme une réflexion véritable sur les causes réelles de la délinquance et de la criminalité. Que la prison, héritage de « l'ère victorienne » soit inadaptée, qui le nie encore si ce n'est les partisans attardés de l'amende honorable ?

Les méthodes de Briggs visent à la fois à soulager le porte-monnaie du contribuable (l'entretien des prisonniers est trop cher pour un résultat dérisoire) et à réinsérer grâce à d'autres méthodes (par exemple l'affectation à un service civil obligatoire) le délinquant dans le cocon de la société sans que celle-ci fasse jamais l'objet de la moindre remise en cause. Tout cela conduit notre psycho-sociologue à privilégier le volontariat « associatif » dont certain René Lenoir s'est fait le chantre en France, avec le succès qu'on sait.

### des utopies généreuses

Nicolas Herpin est lui aussi sociologue, mais à l'université de Vincennes. Il s'est attaché à travers le dépouillement de nombreuses statistiques pénales et criminelles ainsi que d'enquêtes sociologiques, à vérifier certaines hypothèses touchant à ce que les bons auteurs appellent, faute de mieux, la « justice de classe ». Si son enquête confirme que les prolétaires sont plus fréquemment inculpés d'un délit grave que les bourgeois, les plus jeunes que les plus âgés, les étrangers que les Français, l'intérêt de cette étude est surtout de montrer qu'il « serait trop simple d'expliquer cette partialité comme un effet de l'idéologie des juges ». Et « supposer la magistrature animée d'une mentalité de classe (...) c'est accrédi-ter l'idée (l'espoir) que la justice deviendra démocratique le jour où les juges auront exorcisé leurs préjugés multiformes, refoulés jusqu'à présent par une longue tradition professionnelle d'apolitisme. » On ne saurait trop se méfier des utopies généreuses qui risquent de produire l'effet inverse de celui attendu dans un domaine où l'arbitraire est autant d'essence collective (par l'effet de la bureaucratie du corps judiciaire) que le résultat des directives précises de la part de ceux qui tiennent les commandes de l'appareil d'Etat. Un livre à lire et méditer avant la défaite que j'espère prochaine de la droite et l'avènement d'une transition socialiste en France...

Michel ETIENNE ■

- (1) *Les jeunes en prison* par Jean-Pierre Montaron, Editions du Seuil, 250 p.  
(2) *Fermer les prisons*, par Dennie Briggs, éditions du Seuil, 166 p.  
(3) *L'application de la loi* par Nicolas Herpin, éditions du Seuil, 180 p.



Photo Elie Kagan



# et pourtant elle tourne...

## RFA : les comités de citoyens dans la lutte antinucléaire

Brokdorf est maintenant un petit village du Schleswig-Moltein devenu célèbre. Pour les mêmes raisons que Fessenheim, son homologue français. Choisi comme lieu d'implantation d'une centrale nucléaire dans le cadre du programme énergétique global de la RFA, la construction en est maintenant stoppée par décision de la justice. C'est le second succès pour la lutte antinucléaire en RFA après l'arrêt de la construction de la centrale de Whyll. Mais cette victoire a été obtenue dans un climat de guerre civile, créé de toutes pièces par le gouvernement Schmidt et le ministre président du land Stoltenberg (CDU). Les autorités allemandes ont eu peur des Bürger Initiativ (comités de citoyens).

Une première manifestation le 30 octobre 76 avait repris l'exemple de Whyll et 8000 manifestants avaient occupé pacifiquement le terrain de Brokdorf. La nuit venue, la police avait fait évacuer le terrain avec une brutalité inouïe. Une seconde manifestation réunit 40 000 personnes le 13 novembre. Mais la police a alors transformé le terrain en camp militaire en créant des pistes pour les chars, en entourant le terrain d'un mur surmonté de barbelés et protégé par un fossé large de 2 à 8 m rempli d'eau. La manifestation est réprimée avec la plus grande violence : jets d'eau mêlés de produits chimiques et gaz lacrymogènes sont projetés par des hélicoptères de la police passant en rase-mottes sur les manifestants. Le lendemain on compte 500 blessés.

C'est alors que commence la stratégie du pouvoir pour isoler idéologiquement les écologistes allemands et casser les « comités de citoyens ». Il faut savoir que le renouveau de ces « Bürger Initiativ » traduit la défiance croissante des citoyens envers les partis parlementaires (y compris le SPD) et plus généralement envers le système de démocratie représentative. En fait, les comités de citoyens sont le signe qu'une opposition extra-parlementaire renaît, exprimant un besoin de s'organiser en démocratie directe pour défendre collectivement des intérêts concrets et quotidiens. Ainsi, on a vu se créer, ces dernières années des comités de citoyens sur des problèmes comme la rénovation urbaine, les augmentations de loyer, les jardins d'enfants, etc. Cette opposition extra-parlementaire ne peut être assimilée politiquement au mouvement étudiant des années 60-70, la notion de Bürger étant politiquement trop imprécise... et trans-sociale. Indiscutablement les comités de citoyens sur l'environnement et le nucléaire sont les plus radicalisés, même des membres des partis parlementaires y participent et approuvent des violations de la légalité. Ainsi le comité de citoyens de Brokdorf approuva l'occupation du terrain du 30 octobre 1976 comme un exemple « d'une longue tradition de résistance ».

Le gouvernement Schmidt se rendit vite compte fin 76 de la popularité croissante de la lutte antinucléaire des « Bürger Initiativ ». Il lutta sur deux fronts. Une argumentation économique d'abord. Le programme nucléaire est un impératif pour préserver l'indépendance énergétique de la RFA et pour créer des emplois. Il est soutenu sur ce plan par le syndicat OTV de la DGB. Notons que le SPD du Schleswig-Holstein réclame, lui, un large débat sur les dangers présentés par les centrales et notamment le traitement des

déchets radio-actifs. Le second volet de l'offensive gouvernementale fut idéologique : il dénonça les comités de citoyens comme des structures manipulées par le DKP et financées par la RDA ! Une campagne de presse historique déclara que la lutte antinucléaire de Brokdorf était un prétexte saisi par les communistes pour détruire l'ordre démocratique de la RFA.

Il faut savoir que l'anticommunisme est une tradition viscérale en RFA depuis la guerre froide. Cette offensive reçut l'appui inconditionnel du président du land, Stoltenberg qui déclara que les membres des comités de citoyens étaient tous des « communistes-anarchistes-terroristes qui portaient atteinte à l'ordre social » ! L'objectif était d'isoler les Bürger Initiativ du reste de la population et de les couper en deux entre « les honnêtes citoyens » et les communistes.

Il faut dire que cette stratégie officielle de dramatisation a partiellement réussi. Partiellement seulement car plus de 55 000 manifestants se sont réunis le 19 février contre la centrale de Brokdorf ce qui est une mobilisation record. Mais le côté négatif de l'affaire est qu'il y eut deux manifestations : une de 25 000 personnes, qui tenta de marcher sur Brokdorf, animée par les groupes « K » (maoïstes allemands : KDP-ml, KBW, KB) et qui fut stoppée par la police 10 km avant d'atteindre son objectif, et une autre de 30 000 personnes à Itzehol (non loin de Brokdorf) réunissant les « non-violents ».

La coupure en deux des comités de

citoyens reste un échec qui a fait éclater les contradictions internes. L'intransigeance et le maximalisme des marxistes-léninistes a brisé l'unité de manifestation qui seule pouvait créer un rapport de forces décisif vis-à-vis du gouvernement Schmidt.

Bien sûr il y eut des manipulations : les partisans du nucléaire firent distribuer de faux tracts du KPD-ml appelant à la violence contre les biens des paysans ! Toutefois après la déclaration télévisée de Schmidt, dramatisant la situation (fait rarissime à l'échelle nationale en RFA) l'occasion était unique d'une riposte unitaire et de masse. Elle a été perdue. Le bilan politique doit donc être nuancé. Mais Brokdorf fait figure maintenant de la plus grande action policière de l'histoire de la RFA : l'Etat répressif s'est montré au grand jour et à quelle échelle !

De plus, le coup de projecteur sur les comités de citoyens a relancé le débat sur la démocratie représentative. Il y eut récemment un supplément de quatre pages dans *Die Zeit* (journal libéral intellectuel). Dans une déclaration nuancée, le président Scheel a reconnu le bien-fondé des Bürger Initiativ mais en leur demandant de limiter leur action dans le cadre de la légalité. L'action politique à la base est peut-être en train de renaître en RFA !

Enfin la lutte antinucléaire continue en RFA... Un autre chantier de construction d'une centrale nucléaire à Grönde vient d'être occupé par un comité de citoyens.

Alain CHATAIGNIER ■



Photo AFP

# Chili : de l'isolement au durcissement

Trois ans et demi après le coup d'Etat sanglant qui a renversé le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende, le général Pinochet, chef de la Junte, semble, pour la première fois de manière sérieuse, se trouver dans une situation délicate. La crise intérieure, les pressions internationales et la récente attitude des Etats-Unis se conjuguent-elles au point qu'on voit prochainement la sordide équipe de Santiago au bord de sa perte ?

Des rencontres sportives internationales « mouvementées » nous ont appris que le Chili comptait des tennismen de valeur et une équipe de football passable. Un modeste pêcheur de la ville d'Iquique, Raoul Choque, avait également conquis le titre de champion du monde de pêche sous-marine. Ayant commis l'imprudence de raconter à ses amis qu'au cours d'une de ses dernières plongées, en janvier de cette année, il avait découvert un cimetière sous-marin où les cadavres avaient les pieds coulés dans du ciment, il fut assassiné...

Il ne s'agit pas là d'un récit macabre à la Ambrose Bierce, mais d'une explication aux 2500 disparitions dénoncées par des familles chiliennes. D'autres cadavres flottent périodiquement sur les eaux du rio Bio-Bio, près de Concepcion. Des bus ont été transformés en salles de tortures ambulantes par la DINAM (police politique). On vient de rouvrir le camp de concentration de Quatro Alamos.

La commission des droits de l'homme de l'ONU ne pouvait faire moins que de condamner, à la quasi-unanimité — Etats-Unis compris — la répression au Chili. Mais on peut être sceptique sur les effets pratiques d'une telle sanction quand on sait que les fournitures militaires, officiellement suspendues par les USA, sont remplacées par des ventes d'armes, fabriquées sous licence américaine... en Israël : par exemple des missiles terre-air « Gabriel » ou des fusées « Shafrir » !

## aide internationale et récession économique

D'autre part, des crédits internationaux, en provenance des Etats-Unis ou de l'Allemagne de l'Ouest, ont permis pour la première fois depuis cinq ans à la balance des paiements du Chili d'être excédentaire. Le Club de Paris n'aura pas à intervenir cette année.

Il est vrai aussi qu'en raison d'une récession industrielle qui avait atteint — 25% en 1975, le montant des importations a notablement décliné en 1976. La reprise de croissance du produit intérieur brut (+12%) est donc toute relative. L'inflation s'est encore élevée à près de 200% en 1976 (contre 300% en 1975).

Mais le point noir reste l'agriculture

dont la production a encore considérablement baissé l'année dernière : par exemple de — 20% en ce qui concerne la récolte de blé. Or le pain est, plus que jamais, l'élément de base de la nourriture populaire. Il est vrai que le programme de la Junte en matière agricole reprend celui du

gouvernement réactionnaire d'Alexandri (1958-1974). Au début de 1976, le gouvernement avait restitué 2288000 hectares — en général les meilleures terres — sur les 9000000 d'hectares qui avaient été expropriés de 1965 à 1973. Les bénéficiaires de ces mesures ne sont pas seulement les anciens propriétaires. Le gouvernement a également cherché à former une couche de petits paysans favorables au régime. C'est dans ce but qu'ont été créées les Unités agricoles familiales (UAF). Parmi les bénéficiaires, des agriculteurs, mais aussi des commerçants, des militaires, des camionneurs, etc. Lorsqu'ils ne peuvent pas payer les mensualités correspondant à la vente de ces terrains, ils ont la possibilité de les céder à de gros propriétaires.

Parallèlement, près de 6000 paysans ont dû quitter les terres qui leur avaient été attribuées sous l'Unité populaire, 25% de la population agricole est au chômage. La baisse de la production provient également de la dévaluation de l'escudo et de l'augmentation des tarifs douaniers frappant les importations destinées au secteur agricole : engrais, pesticides,

machines agricoles, pièces de rechange, etc. (+300% environ depuis 1973), situation qui décourage les petits et moyens propriétaires. Cette baisse de la production agricole a également contribué à aggraver la situation des masses urbaines.

## une résistance « larvée »

Le taux de chômage dans l'ensemble du Chili continue d'approcher le chiffre de 20% de la population active. La participation du secteur salarié au revenu national, qui était de 62% en 1972, est redescendu aux environs de 35%. Des organismes officiels ont admis que 55% des enfants chiliens souffraient de malnutrition. 6000 d'entre-eux s'adonnent à la mendicité, au vol et à la prostitution dans la seule ville de Santiago. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que 80% des 24000 habitués des soupes populaires de la capitale soient des enfants. Ces dernières (au nombre de 250) et qui pour exister doivent avoir la couverture de l'Eglise, sont parfois créées par les gens des quartiers et représentent un acte militant.

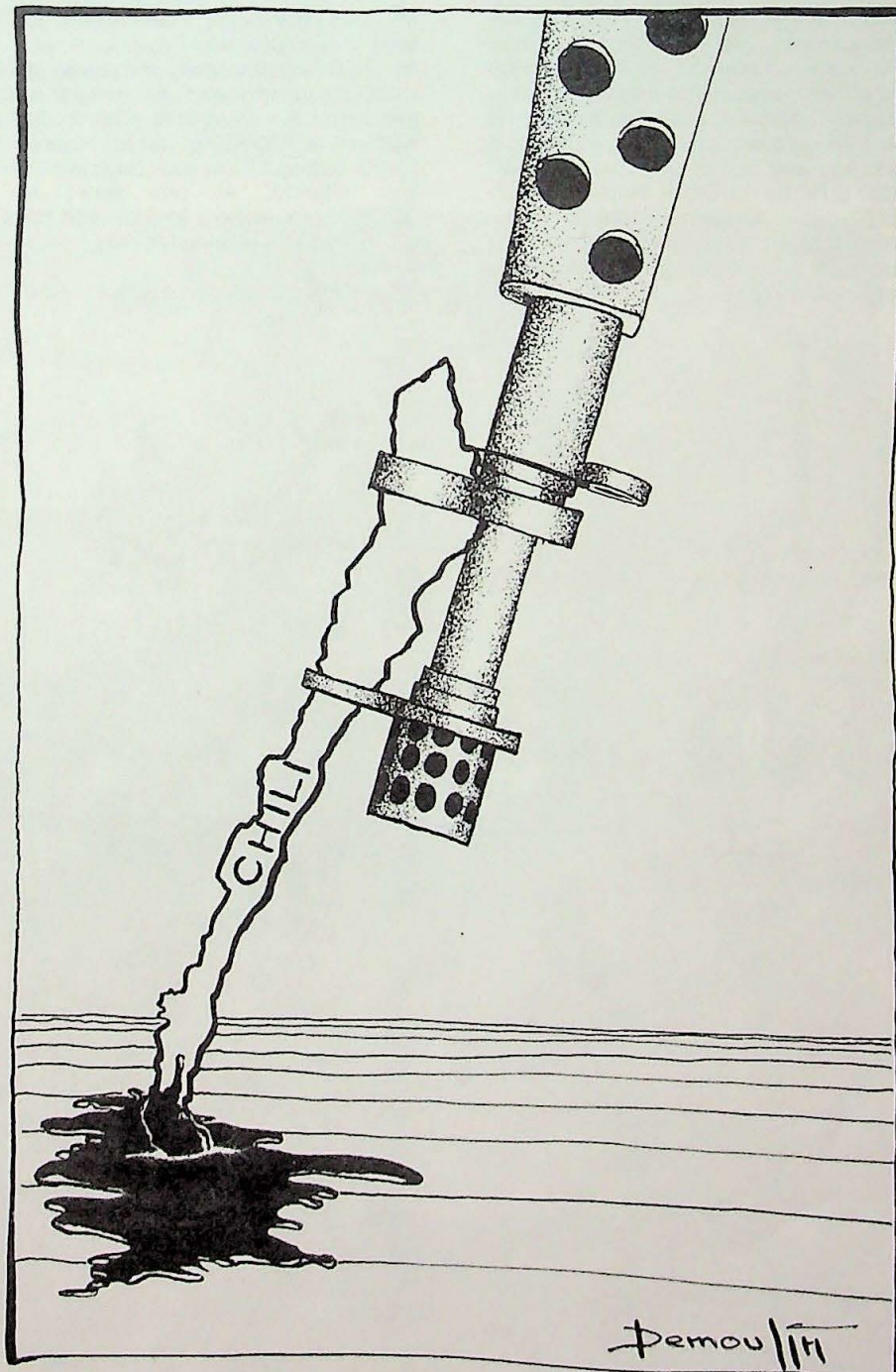
Les clubs, sportifs, culturels, religieux, etc. sont également des ferments d'opposition à la Junte. Cette résistance « larvée » offre également des aspects plus pittoresques, comme les chahuts qui accompagnent inévitablement, dans l'obscurité des salles, les apparitions des militaires aux actualités cinématographiques et qui ont obligés ces derniers à renoncer à ce type de propagande ; ou la tempête de sifflets, lors de la présentation des équipes sur un stade, qui a accueilli un malheureux joueur qui répondait au nom de... Pinochet !

Mais la riposte la plus consciente, est, malgré tous les efforts de la Junte, celle des syndicats. C'est ainsi que « Le Groupe des Dix », coordination de fédérations syndicales contrôlées par des démocrates chrétiens qui ont été souvent les porte-paroles de la Junte, a élaboré, sous la pression des bases, une critique acerbe de la politique économique et sociale du gouvernement durant l'année 1976. On continue d'ailleurs de signaler des mouvements de grève ici et là. Le dernier en date s'est produit en janvier dans l'entreprise de la construction Edgardo Orellana et Compagnie, dans le quartier de Maipo, à Santiago. Pendant plusieurs heures les ouvriers ont arrêté le travail pour obtenir le paiement des salaires de décembre et le respect des conventions.

## quelle alternative ?

Cette résistance populaire se produit aujourd'hui dans le contexte du mécontentement d'importants secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Le pays est secoué par une série de scandales financiers et de faillites frauduleuses, dans lesquels sont impliqués en particulier des banques qui ont racheté des entreprises nationalisées par l'Unité populaire. De nombreuses entreprises moyennes et parfois grandes sont par ailleurs acculées à la faillite.

Cette situation amène des secteurs aussi composites que les démocrates chrétiens, les fascistes de Patrie et



Liberté le syndicat des camionneurs à s'opposer à la Junte.

Quel peut-être le rôle de la gauche dans ce contexte? Un fait récent révèle à quel point elle a éprouvé jusqu'ici des difficultés à se réorganiser, et à se réunifier. Les dirigeants en exil ont annoncé que les partis de l'Unité populaire viennent de se réunir pour la *première fois* à l'intérieur du Chili, le 27 décembre 1976. Encore n'est-il pas sûr que la « Coordination » du parti socialiste qui regroupe les bases militantes ait participé à cette réunion. Le MIR était absent.

Même au niveau des Comités de résistance, l'unité n'est pas telle que l'on voudrait l'imaginer à l'extérieur. Chaque parti crée ses propres CR, qui ne comprennent souvent que deux ou trois militants, lesquels, ignorent qui sont les membres du CR d'un autre parti existant dans la même entreprise.

Quant au parti communiste, dont toute la politique est axée sur la préservation de son appareil et la tentative d'alliance avec la Démocratie chrétienne, il refuse de participer à la

création de comité de résistance à la base. La déclaration publiée à la suite de la réunion du 27 décembre traduit le peu de succès rencontré par sa stratégie auprès du parti de Frei: « Nous lutterons contre la tendance à des illusions réformistes et légalistes que proposent des secteurs qui sont en dehors de l'Unité populaire, et qui visent à une politique d'alliance accompagnée d'exclusives ne contribuant pas à la gestation d'un vaste front capable de vaincre la dictature ». Ces refus de la DC expliquent aussi un ton plus dur, que celui des repré-



## 6 h de solidarité avec le peuple argentin le

Vendredi 25 mars, salle de la Mutualité, dès 19 h.

Table ronde avec la participation des représentants de la Ligue des droits de l'homme, des juristes catholiques, des juristes démocrates, de la CIMADE, d'Amnesty international, de justice et paix, du CEDETIM.

Diapos, chanteurs, etc.

A l'appel du Comité de soutien à la lutte du peuple argentin (CSLPA), du Comité argentin d'information et de solidarité (CAIS), du Comité Uruguay et du Comité chili.

sentants de l'UP à l'extérieur, à l'égard des « réformistes ».

Malgré cette absence de direction donnée aux luttes par les partis de l'UP, on peut observer un long et patient développement des embryons d'organisation populaire que sont les CR. La bourgeoisie le sait bien.

C'est la raison pour laquelle, malgré l'isolement croissant du régime de Pinochet, elle n'est pas disposée à jouer la carte Démocrate chrétienne. Même si ce parti a contribué — comme le note fort bien le général Prats dans ses mémoires — à créer les conditions politiques du coup d'Etat. La droite sait bien que la plus petite ouverture « démocratique » pourrait provoquer un déferlement populaire.

Aussi la bourgeoisie n'a-t-elle pas d'alternative à proposer, sauf peut-être, un « pinochetisme » sans Pinochet. Mais la gauche, elle non plus, ne paraît pas être encore en mesure d'exploiter les incertitudes de la classe dominante et ses contradictions — toutes relatives — avec l'administration Carter.

C'est donc, paradoxalement, le gouvernement de la Junte militaire qui, comme ses voisins d'Argentine, d'Uruguay et du Brésil, tente de stimuler des « réactions nationalistes » (sic), à la politique des Etats-Unis, tout en durcissant sa position sur le plan interne, comme en témoigne la prorogation de l'état de siège et l'interdiction de tous les partis politiques.

Alain LABROUSSE ■

● **A Addis-Abeba, la Junte arme ses partisans.** Quelques jours après le coup d'Etat qui a porté au pouvoir les plus « radicaux » des militaires du DERG, la nouvelle équipe doit affronter simultanément le redoutable problème de la sécession érythréenne et conflit qui l'oppose à son voisin soudanais. La Junte a, récemment, distribué aux membres des « comités de défense révolutionnaire » des armes destinées à venir à bout de la « fronde » étudiante, principalement animée par les marxistes-léninistes du PRPE. Par ailleurs, les déclarations de Osman Saleh Sabbe, leader du FLE-FPL (Front de libération de l'Erythrée - Front populaire de libération), se ralliant aux propositions récentes de certains pays arabes (notamment du Soudan et de l'Egypte) visant à faire de la mer Rouge « un lac de paix ». Nul doute que la dynamique qui aujourd'hui se développe dans cette région, sur laquelle nous reviendrons prochainement, ne manquera pas de conduire à des tensions dont les enjeux géostratégiques rappellent étrangement la situation qui prévalait en Angola voici peu. ■

**4 h pour la Tunisie et pour l'amnistie,** samedi 19 mars, salle de la Mutualité, à 20 h, organisées par les comités d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie. Au programme : films, diapos, théâtre et chansons (arabes, sud-américaines, françaises). Par ailleurs, dans un communiqué de presse, le comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (J. Gattegno, BP 397, 75025 Paris Cedex 01) invite l'opinion internationale à exprimer sa solidarité et envoyant des télégrammes de protestation à l'ambassade de Tunisie à Paris, 25, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris. ■

**Apartheid non, n° 14, vient de paraître.** Au sommaire : un dossier central consacré à la minorité indienne en Afrique du Sud. Comment les familles indiennes travaillent dans les plantations de canne à sucre sont liées par un contrat à vie, ou comment encore dès lors qu'un seul des membres de la famille rompt d'une manière ou d'une autre ce contrat c'est toute la famille qui se retrouve sans travail. Le sommaire s'enrichit d'une étude (sur les entreprises françaises du bâtiment et des travaux publics en RSA) et de l'interview de deux Sud-Africains : un représentant du Mouvement de la conscience noire, un membre de l'Institut chrétien d'Afrique australe. Commandes : 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris, prix du numéro : 3,50 F, abonnement : 35 F.

# PSU documentation

## Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00
N° 111-12 Militer à l'Université	4,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

# les armes de la critique

## le tyran sénile, le renégat et le pape vert

D'Amérique latine nous viennent des romans fabuleux où le lyrisme côtoie la verve populaire, où l'humour et les trouvailles bousculent ces récits dont l'écriture reste d'une grande richesse. Ainsi, il y a eu *Paradiso* de l'écrivain cubain José Lezama Lima, les romans du Brésilien Jorge Amado (*Tereza Batista, La boutique aux miracles, Les pâtres de la nuit*) l'admirable *Roulements de tambours pour Rancas* du Péruvien Manuel Scorza (histoire de la lutte de paysans contre de grands propriétaires et une société minière américaine) ainsi que les livres d'Alejo Carpentier, de Julio Cortazar ou de Reinaldo Arenas.

Littérature populaire ou engagée dans les luttes des divers pays d'Amérique du Sud; mais aussi littérature à la poésie explosive où le fantastique et le délire s'entremêlent.

Parmi les dernières traductions et rééditions, trois romans: *L'automne du Patriarche* de Gabriel Garcia Marquez, auteur déjà du célèbre *Cent ans de solitude*; *La mort d'Artémio Cruz*, de Carlos Fuentes et *Le pape vert* de Miguel Angel Asturias, auteur entre autres, de *M. Le Président*. Ces trois romans tournent autour du problème du pouvoir, de l'exploitation, de la dictature... de l'avidité personnelle aussi. Pour ce jeune yankee qui incarne l'impérialisme dans *Le pape vert* où il est question d'exploitations de bananes (mais pas que de bananes) et d'intrigues amoureuses en pays tropical sous l'égide tutélaire de la puissante compagnie américaine qui bientôt règnera sur toutes les plantations. Ou encore comme *Artémio Cruz* qui, avant de mourir, revit ce qu'il a été: révolutionnaire au début, puis traître à la cause qu'il avait défendue, en passant par le mandat de député; propriétaire d'un grand journal, homme d'affaires, il a été tout cela, riche puissant et à la fin seul, trahi lui aussi.

Romans aussi sur la déchéance, la décomposition d'une bourgeoisie (militaire ou civile) et l'extrême solitude qui terrasse les tyrans: *L'au-*

*tomne du Patriarche* c'est l'Amérique du Sud et tous ses dictateurs: Batista pour Cuba, Peron pour l'Argentine, Rojas Piniella pour la Colombie, Banzer et autre Pinochet; c'est pourquoi le personnage a entre 107 et 232 ans, général fou, sénile et délirant qui a vu mourir son sosie qui le remplaçait durant les déplacements et réceptions. Livre sur l'éternité de la connexie qui entretient l'immortalité du dictateur. L'imbécillité n'a pas de limites. Langage très bariolé où la dérision loufoque l'emporte sur l'analyse exemplaire d'une situation incroyable.

Christian HERVE ■

*L'automne du patriarche, Gabriel Garcia Marquez, éd. Grasset, 1976, 320 p., 45 F; Cent ans de solitude, Gabriel Garcia Marquez, Livre de Poche, 1976, 512 p., 7,80 F; La mort d'Artémio Cruz, Carlos Fuentes, éd. Gallimard, coll. « Folio », 1976, 416 p., 10,30 F; Le pape vert, Miguel Angel Asturias, Livre de Poche, 1976, 448 p., 9,60 F; Paradiso, José Lezama Lima, éd. du Seuil, 567 p., 50 F; Teresa Batista, Jorge Amado, éd. Stock, coll. « Le Cabinet cosmopolite », 1974, 353 p., 38 F; du même auteur La boutique aux miracles, éd. Stock, coll. « Le Cabinet cosmopolite », 1976, 394 p., 49 F; Les pâtres de la nuit, Jorge Amado, éd. Stock, coll. « Le Cabinet cosmopolite », 1970, rééd. 1976, 30 F; Roulement de tambours pour Rancas, Manuel Scorza, éd. Grasset (épuisé).*

## étrange mon pays lui-même

Après le Salvadorien R. Dalton, l'Algérien N. Farès, le Grec Papadiamantis, la collection « Voix » nous permet à nouveau de découvrir une œuvre dont l'intérêt est à la fois dans la richesse de sa matière littéraire ou poétique et dans le témoignage — historique, social, politique — qu'elle constitue.

Poète et révolutionnaire turc, Nazim Hikmet savait profiter de ses séjours en prison pour écrire... C'est à la prison de Bursa que, durant la seconde guerre mondiale, il mit en chantier la rédaction de ce projet gigantesque pour lequel il prévoyait plus de 12 000 vers! Sorte d'hymne laïc et sobre en mémoire de l'histoire

et du peuple turcs mais à la signification humaine universelle.

Mémoire vivante, qui doit éclairer l'avenir. « Il ne s'agit pas des « paysages humains de mon pays », mais de « mon pays à travers les paysages humains ». A une époque où les « théories » de Staline et de Jdanov sur l'art et la culture pétrifiaient toute

initiative créatrice, où au nom d'un prétendu « réalisme socialiste » les artistes communistes n'accouchaient plus que d'enfants mort-nés, la poésie de Hikmet apparaît comme une bourrasque de vie. Parce que, même marqué par l'idéologie ambiante (ce qui explique certaines faiblesses de son œuvre), il a su préserver une voix qui lui était propre; parce qu'il avait véritablement la passion de l'écriture.

Plutôt que de poésie il faudrait parler, en ce qui concerne « les paysages », de narration ou de chant épique — l'épopée de la guerre d'indépendance —, de journal et de

conte populaire oral. Les descriptions les plus réalistes deviennent paraboles, film burlesque, théâtre d'ombres.

« Là-haut, les œillets du poète tendent leur cou pâle et dressent l'oreille. [...] En cet instant, il ne s'agit pas de l'Atlantique, ni des morts au fond de l'Océan. Ceux qui meurent à nos côtés chassent les morts lointaines... »

Marion LAY ■

*Nazim Hikmet, Paysages humains, Paris, Maspero, 1976, coll. « Voix », 376 p., 50 F.*

## arrêtez le massacre !

Ouvrez le massacre... (1), ou vie et mort d'une ville, celle de Massu, Cabu et du Grand Duduche: Châlons-sur-Marne! Alors, vite fait, car on manque d'espace, on vous signale ce livre mordant, avec les dessins de Cabu, l'humour de Boëglin, des textes et documents tout ce qu'il y a de plus sérieusement gratinés, venus des hautes sphères ministérielles, des réunions de conseils municipaux, des « architecturbanistes », des promoteurs aux dents de scrapers!

Ouvrez le massacre... ou arrêtons-le... le livre des municipales, comme l'indique la bande rouge du livre (parmi

les quelques 150 sérieux ouvrages publiés ces temps-ci) qui donne aussi des définitions officielles (ZAC, POS, ZUP, DUP, ZOB...) avec de savoureux commentaires de mise en garde indiquant ce que cachent ces termes barbares. A lire en attendant de déposer un bulletin de vote (un bon... à gauche) dans l'urne... On sauvera peut-être le massacre!

F. CLAIRE ■

(1) Cabu et Boëglin, Ouvrez le massacre, Paris, éd. Le Sagittaire, 1977, 288 p., 49 F.



DÉCHIREZ LE TISSU URBAIN, VOUS POURREZ ENFIN PRENDRE LES RAC-COURCIS, BANDE D'ABRUTIS... BIENTÔT, VOUS IREZ DE LA MATERNITÉ AU CIMETIÈRE DIRECTEMENT PAR UNE AUTOROUTE À SIX VOIES...

# constructions et déconstruction théâtrales

Si grande qu'ait pu être l'incohérence gouvernementale dans ces dernières années, elle a tout de même fait bénéficier la décentralisation théâtrale de quelques heureux hasards. De ci, de là, dans le tissu d'une France réelle qui, après vingt ans de politique de la culture naissant sur place ou parachutée, reste un immense désert culturel, il y a quelques points vivants dus à l'obstination de quelques hommes.

Là, l'invention d'un théâtre qui exprime les tensions actuelles et les situe dans un devenir historique, ou accuse au contraire les ruptures par rapport à une tradition de la culture, va de pair avec l'esprit d'initiative de régions en pleine expansion.

C'est ce qui se produit dans la région Rhône-Alpes, dans ce nœud vivant qui, Paris lui-même étant victime de sa trop grande richesse, est en train de devenir la capitale culturelle de la France.

## un passé rapproché

Les représentations de *la Cerisaie* de Tchekhov dans la mise en scène de Giorgio Strehler à l'Odéon ont réveillé une nostalgie. En France, c'est-à-dire aussi sur cette terre d'élection des Russes déracinés, on aime à se souvenir de soi. Vivre à l'heure des vieilles croyances, n'est-ce pas ce que proposent et cette industrie des « antiquités » féconde sur toute les routes et son porte-reclame que sont les revues sur papier glacé du type « Art et Décoration » ou « Plaisir de France » ?

Actuellement, au travers du miroir Tchekhov, les rêves remontent. Parallèlement à un *Oncle Vanja* de l'Odéon, une *Cerisaie* naît en Bourgogne. D'un côté, on propose l'œuvre dans sa naïveté, c'est-à-dire aussi dans un très beau décor de Henri Oechsli qui mêle le dehors et le dedans d'une vaste maison à la campagne et dans la grande interprétation de Nicole Garcia (Hélène) et de Françoise Bette (Sonia). De l'autre, on donne un caractère de cauchemar mortuaire à la dissolution d'une famille et, à travers elle, d'une société. Ici, Michel Humbert, directeur du Théâtre de Bourgogne et metteur en scène du spectacle, doit compter avec le décor qu'il a demandé à Jacques Schmidt. Décor difficile, qui lance un pont entre deux mondes. En avant, rapproché de nous et tapissé de laine blanche, le lieu des enfants préservés ; derrière, naissent moins les cerisiers que les terrains vagues de la campagne russe où les voies ferrées font reculer les forêts. Entre les deux, il n'y a qu'une passerelle, passerelle/contrainte puisque toutes les entrées de jeu doivent se faire latéralement, où naissent des images, celle du voyage, celle de la danse (une petite bonne qui, le temps d'un été, d'une nuit de la Saint-Jean,

oublie les nécessités de sa charge, tourne, tourne sur elle-même, exprimant l'élan et le jamais plus des bonheurs impossibles). En contrepoint ou en contrepartie, les vivants vivent, vieille société qui, incapable de gar-



Photo X

der ses distances, s'est laissée contaminer, société des Lioubov Ranievskaïa devenue une roulerie d'hôtels cosmopolites ou des Gaïev, son frère qui, dans ses gilets de flanelle, rêve de socialisme et devant qui se dresse un monde nouveau, celui des Lopakhine un quelconque épicier gonflé de sucre et de graisse, figure peut-être des profiteurs d'aujourd'hui. Un monde est mort, mais avec lui des valeurs qui ne sont remplacées par rien.

*La Cerisaie* date de 1903, *la Reine Christine*, de Strindberg, de 1901. Même époque, même société où la nôtre prend naissance.

Robert Gironès montant *la Reine Christine* à Lyon, au Théâtre du VIII<sup>e</sup>, a choisi pour temps de l'action celui de l'écriture. S'il peut le faire de façon constructive, c'est que Strindberg, alors même qu'il écrivait des drames

historiques, n'a jamais cherché dans le passé qu'un cadre où développer des espoirs et des doutes qui étaient ceux du présent. Ils concourent ici à dessiner l'un des plus étonnants portraits de femme du répertoire dramatique. Strindberg lui-même en était conscient. Dans cette fille de Gustave-Adolphe, arrachée dès six ans à toute affection féminine pour que, élevée en prince, elle apprenne son métier de roi, mais qui, sitôt reine, refuse de jouer le jeu des hommes et s'acharne à détruire l'œuvre de son père, Strindberg voyait « une femme qui lutte pour son existence personnelle. » Il s'est intéressé à elle à ce moment où, réchappé de deux unions désastreuses, il essayait d'en constituer une troisième. Mais, ce faisant, il lui a donné toutes les grâces, mais l'a affligée du présent fatal, la fameuse boîte de Pandore où les vices étaient enfermés et, s'en échappant, tournaient en son contraire toute initiative généreuse.

La mise en scène de Gironès profite d'une très belle interprétation :

constant rapport de forces entre le haut et le bas — ces quais où la bourgeoisie s'attable, mais où, sous une lumière verte, des silhouettes aristocratiques conduisent inlassablement la cérémonie funèbre de leur propre mort sociale. Là, Christine ne se saborde comme reine que pour s'accomplir comme femme.

Par sa conception et sa réalisation scénique, *la Reine Christine* de Gironès est une grande œuvre.

## déconstruction de Hamlet

A Grenoble, où il a été accueilli par Gabriel Monnet et Georges Lavaudant, codirecteurs du Centre dramatique des Alpes, Daniel Mesguich tente une « mise en pièces » constructive d'*Hamlet*. Pour lui, ce qui est politique théâtralement, ce n'est pas la description des sociétés qui se font et se défont, mais la mise en question de ces résidus que sont les œuvres du passé. *Hamlet*, ce texte sur lequel tous les grands esprits depuis l'époque romantique ont buté, ajoutant gloses sur gloses, si bien qu'il ne nous parvient plus qu'au travers de strates ou de dalles fermées sur lui, est l'œuvre même qui permet de faire une critique de la critique. Mesguich a prêté sa voix au moins sous forme de réponses à des questions, à une revue grenobloise, « Silex », qui ajoute ses commentaires, fort intéressants d'ailleurs, à ceux, innombrables, qui accompagnent *Hamlet* jusqu'à nous. Il ne secoue pas pour autant l'appareil réflexif qui permettrait peut-être de retrouver l'œuvre nue. Il s'attaque à un *Hamlet* total, (c'est-à-dire à une œuvre chaotique, dont le discours principal est constamment coupé de digressions et qui ouvre sur tout : le dramatique et la dérision du dramatique, le physique et le métaphysique, l'histoire et l'ironie sur l'histoire, le psychanalytique pourquoi pas, mais le dérapage aussi dans des marais où des Ophélie se perdent) en même temps qu'à sa ponctuation par des discours parallèles.

Ce qui naît du travail de Mesguich est une étonnante mise à sac. Valétudinaire, ô combien, Hamlet s'y reprend à six fois pour ne pas tuer son beau-père et ne pas coucher avec sa mère, et sa méditation sur un cimetière se meuble de quantité de trous de souffleurs (les tombes qui se relèvent) qui l'aident à réciter un texte qu'il ne sait plus.

Mais ce qu'au passage Mesguich a rencontré, c'est l'univers vrai de la folie. Dans sa mise en scène, les Ophélie se multiplient, Ophélie la blonde, la brune, l'Ophélie des aéroports récitant du Marguerite Duras, l'Ophélie aussi, poupée de son (Martine Jizenski) qu'Hamlet et Laërte se jettent dans les bras l'un de l'autre.

Dans sa mise en scène acharnée à détruire, Mesguich n'a pas reconstruit tout *Hamlet*, il en a seulement isolé des bribes, mais qui fonctionnent comme des images mentales actives.

Il faut savoir beaucoup de gré au Centre dramatique des Alpes de son engagement total dans l'expérience. Grâce à lui, le travail de Mesguich s'affirme et réfléchit sur lui-même.

Dominique NORES ■

## le Casanova de Fellini un séducteur momifié

Fellini a toujours avoué son dégoût pour Casanova. Depuis le début du tournage — et même avant, pendant qu'il se livrait à un essai d'analyse des célèbres *Mémoires* — le metteur en scène italien clamait que le grand séducteur du XVIII<sup>e</sup> siècle n'était que le « roi des cons ». D'où un travail de destruction à opérer sur cette silhouette que Fellini tente de vider de tout intérêt. Une carcasse, un zombie, une mécanique : voilà ce qui doit rester de Casanova.

En face de ce personnage, Federico Fellini ne s'est pas posé en biographe, ni même un historien. Que Casanova soit le produit étonnant et inévitable d'une société pourrie de l'intérieur, et donc extravertie pour sauver la face, Fellini s'en fiche éperdument, il part à la chasse du séducteur comme il partait à la chasse de Rome, de son passé, de lui-même : Casanova n'est que le prétexte à une explosion colorée des phantasmes du cinéaste.

Hyperfellinien, donc ; totalement fou, complètement délirant, *Le Casanova de Fellini* — et le titre a son importance — se veut la destruction d'un mythe à travers sa totale re-création par un metteur en scène devenu démiurge. Giacomo Casanova n'appartient plus qu'à Fellini dont il est l'objet, la chose. L'univers qui l'entoure est également celui de Fellini — et, peut-être, d'un Fellini prisonnier de lui-même, comme condamné à se répéter inlassablement. D'où l'absence totale de surprise, qui est la première... surprise du film : l'esthétisme et la folie sont devenues un véritable système de représentation. Il n'y a plus d'inventions ; tout paraît « attendu ». Depuis le *Satyricon* (que nous trouvons ici remodelé façon XVIII<sup>e</sup>) Fellini ne fait plus, semble-t-il, de pas en avant : les arrière-plans sont toujours semblables ; les couleurs s'harmonisent de la même façon ; les personnages sont transformés selon le même schéma. *Amarcord* mis à part, le génie fellini-

nien semble dérapier vers une inquiétante complaisance.

### une mécanique infatigable

Noyé dans cet univers de carton-pâte où maisons, salons et appartements sont à la sauce Cinecitta — mais Fellini ne peut-il pas tout se permettre ? — Casanova, un abruti dans un monde en ruine, tente de vivre sa destinée : un cheminement ridicule de lit en lit, de réceptions en réceptions où peut s'exhiber cette talentueuse mécanique infatigable. A chaque « démonstration », Fellini attend son personnage pour lui faire un croche-pied et le laisser s'écrouler en riant grassement. Certes, souvent Casanova est pitoyable, triste à en pleurer — sinistre même dans son imbécile prétention. Mais ce pantin que Fellini a complètement modelé



afin d'en faire un être d'apparence, tout comme son XVIII<sup>e</sup> siècle est un siècle travesti ; ce fantôme qu'il voudrait voir à jamais anéanti, Fellini n'arrive pas vraiment à l'atteindre. Il y a quelque chose dans le regard comme éperdu de Donald Sutherland qui fait front à l'effort destructeur du cinéaste. Ce quelque chose, indicible et indéfinissable, c'est peut-être une interrogation sur la solitude.

### les pieds dans ses phantasmes

Lorsque Casanova, cette caricature d'amant et d'aventurier, se retrouve seul face au spectateur, il laisse à ce dernier entrevoir la vertigineuse chute d'un être qui n'a pas su être maître de sa vie. Dans ces moments-là, Casanova échappe à Fellini. Lui qui voulait rire de tout, et même de cette solitude (la scène ridicule où Casanova pense au suicide le montre bien) se retrouve piégé par sa création. Casanova se retire du jeu et s'en va pleurer — ou bien il rencontre une poupée mécanique qu'il aimera comme il n'a jamais su aimer les autres femmes, car elles étaient toutes pour lui un miroir où se reflétait une solitude inacceptable. Dans ces quelques scènes d'une surprenante beauté plastique, Fellini arrête de jouer au grand gosse insatisfait et oublie d'en faire trop. Une espèce de poésie douloureuse s'échappe alors par quoi le film décolle. Il est dommage que Fellini n'ait pas vu que tout son film était contenu dans ces moments privilégiés ; il aurait alors signé un chef-d'œuvre ! Il est possible de réussir une entreprise de démolition, et l'on admet avec Fellini que Casanova ne vaut pas une médaille ; le problème, ici, ne vient pas de ce que Fellini déteste Casanova, mais de ce qu'il ne l'a pas compris. Et si le mystère et l'interrogation demeurent dans le regard du séducteur assassiné, c'est qu'il y a en lui une force que Fellini n'a pu réduire. Le malheur d'être ?

En se déchaînant contre Giacomo Casanova, Fellini n'a pas gagné la partie. Reste un film énorme, presque indigeste et cependant toujours très beau, où l'auteur de *Amarcord* s'est malheureusement pris les pieds dans ses propres phantasmes.

Fabian GASTELLIER ■

# ARVEL

Association sans but lucratif

**IL EXISTE ENCORE  
DE VRAIS VILLAGES DE PECHEURS !**

Passez vos vacances à Valun, village yougoslave : logement chez l'habitant, repas au restaurant - 2 semaines en pension complète : 700 F.

Autres formules de séjour : avec ou sans transport, hôtels modestes ou confortables : en Yougoslavie, Autriche, Tunisie, Algérie, etc... Circuits : Tunisie, Turquie, URSS.

ARVEL, 12 A, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon.

## quelques tours de manivelle

Il y a quelques mois, le PSU commençait à tourner un film : un film du PSU sur le PSU. L'idée directrice ? Partir de la fête, symbole d'une autre vie possible, rassemblement des luttes, expérimentation d'autres rapports entre les gens. Puis intégrer des séquences sur des actions militantes et sur la vie du parti.

L'équipe de tournage fait le point : « Où en est notre film ? Plus de trois heures d'images et de sons. On utilise 16 mm/couleur. Sur la fête, la vie d'une section : Asnières, Gennevilliers... Il y a aussi un travail de tournage, de montage, de sonorisation considérable... Le tout réalisé par très peu de « travailleurs » : notre effectif « cinéma » oscille entre quatre ou cinq

camarades de la profession, qui essaient de concilier leur activité militante avec leurs activités professionnelles.

Parmi les projets à venir ? Le PSU dans la lutte quotidienne : tournages à Fougères, Louviers, Coupvray... Mais nous avons besoin d'une aide technique complémentaire. Les « bonnes volontés » peuvent contacter Claude Weiss, 36, rue Hector Berlioz (Appartement 163) 93000 Bobigny.

En quelques semaines, le film peut - et doit - être réalisé. Que les sections suggèrent de nouveaux thèmes, qu'elles signalent les actions à filmer, et qu'elles n'oublient pas le financement - nous manquons également d'argent.

P.G. ■

## points de vue

Il y a vraiment certains soirs où on n'a goût à rien... On feuillette son programme, on tâtonne après les boutons, on passe d'une chaîne à l'autre. On voudrait être accroché, séduit, happé par une image, un accent convaincant ; on se prend à rêver d'« autre chose », d'une autre télé... La semaine écoulée fut de ce tonneau-là.

On a plutôt traîné du côté des feuilletons. Sur TF 1, *Rendez-vous en noir*, de Claude Grinberg, d'après William Irish. Jeudi soir, c'était le troisième ; il en reste autant. Et ça tient assez bien le coup : de la vengeance distillée au compte-gouttes, une logique implacable... on y reconnaît la marque de l'écrivain américain : la précision, la distance, la pesanteur inéluctable du cauchemar. En prime, le petit flic juvénile et tenace joué par Pierre Danny, ne manque pas de tempérament.

Le lendemain, sur Antenne 2 on a suivi le second épisode de *Fachoda* : l'épopée prend tournure... on a croisé une grande figure, celle de Savorgnan de Brazza, pas content du tout de voir son rêve exotique et ses plates-bandes congolaises piétinées par la mission Marchand. Comme de juste, notre tête brûlée de capitaine Mangin (Patrick Floershem) n'en rate pas une : l'autre jour, il a délivré une colonne d'esclaves d'entre les mains de musulmans cupides pour en faire aussitôt de braves porteurs de l'armée coloniale... La civilisation, c'était pas rien ! On a aperçu aussi quelques soutanes, mais le sujet n'a pas été creusé.

Parfois, pourtant, la caméra surprend un geste ou un moment de la vie africaine. Et il passe quelque chose des réalités du village, de l'immobilité torride de l'après-midi, de la rumeur qui naît quand revient la fraîcheur... Juste assez pour dissiper un peu de la mauvaise conscience qu'on éprouve à prendre plaisir à ce récit simplet mais bien conduit ; d'y trouver son content d'aventure, de pittoresque, d'exotisme à bon marché.

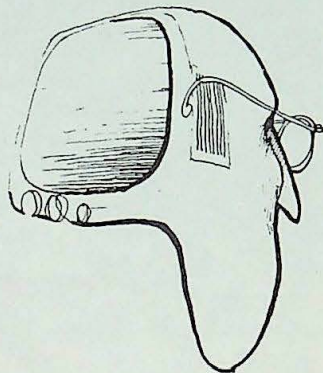
### un cadre moral

Malgré tout, l'événement de la semaine sera le grand retour de la série *Peyton Place*... C'est reparti pour trois mois, à raison d'une heure tous les samedis : TF 1 rafle ainsi la plus grande partie de l'audience. Ce premier soir, renouant avec la chronique de cette petite ville des Etats-Unis, on a connu des moments difficiles, il a fallu restituer tout le monde : qui est le père de qui, la mère, le fiancé, l'épouse, la maîtresse, l'amant...

Quant au succès de ce feuilleton, comment l'expliquer ? Sans doute, et d'abord, par le fort taux d'identification provoqué auprès du public par ces personnages, de classes et d'âges divers ; ces petits événements de tous les jours, ces romances et ces scènes de ménage. Chacun peut s'y reconnaître,

et s'y sublimer ; valoriser ses misères et ses bonheurs, accéder par là au tragique, à l'universel...

Et puis, ce type de récit, comme le roman-photos, est toujours de la plus grande limpidité. Les rapports entre



les gens et les faits sont transparents, univoques ; les enchaînements de cause à effet évidents, clairement démontrés : chaque acte reçoit sa sanction, bonne ou mauvaise, c'est selon... Sous les dehors du réalisme, du quotidien, on propose en fait une simplification, une explication schématisée de la vie — au bout du compte : un cadre moral, des modèles de conduite.

Les conclusions implicites, les « leçons » qui se dégagent à chaque épisode relèvent du sens commun, de la sagesse conventionnelle. On pourrait les traduire en sentences : « quand les parents boivent, les enfants trinquent » ; « bien mal acquis ne profite jamais », « nul n'est prophète en son pays », « faut pas péter plus haut que son cul »... C'est bien tentant, c'est bien réconfortant de tout comprendre, de s'y retrouver, quand, chez soi, bondieu, c'est si difficile, compliqué, mouvant, opaque.

Par ailleurs, on a eu l'occasion de voir marcher quelques secondes la « 4<sup>e</sup> chaîne » de télévision... Ça se passait à *La Lorgnette* (A 2, dimanche - Martin). Au pic de Montagu, dans les Cévennes, un électricien a installé un petit émetteur qui dessert le village de Valleraugue : météo, nouvelles du « pays », débats locaux, moments récréatifs... tout le monde peut intervenir en téléphonant pendant l'émission...

Comme dit Philippe, le « pirate » : « c'est illégal mais c'est l'avenir de la télévision ». Et comme dit Piem, auteur du reportage : « la meilleure télé, c'est celle qu'on se fait soi-même... ».

René LANARCHE ■

## les mots croisés de TS

### Horizontalement :

I. Massacrés par un Adolphe. II. Dans un fauteuil - le néant. III. On y voit clair. IV. Les flacons et l'ivresse ? - ça vous refroidit. V. Tentées - une prise de bec. VI. Selon l'époque et le sens, pas attaqué par Hersant ou attaquée par le gouvernement (sigle) - opium du peuple dans la Loire. VII. La tradition - peu enthousiaste. VIII. Finissent toujours par être plumés. IX. Parcelle retournée - des barbouzes dans le désordre - mieux vaut ne pas tomber dessus. X. Général sans être militaire.

### Solution du problème n° 17

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	E	C	O	N	D	T	O	U	R
II	T	I	R	O	I	R	R	V		
III	I	R	E	N	V	E	R	S	A	
IV	R	E	C	E	L	E	S		U	D
V	R	O	S	I	R		C	L	E	
VI	I	G	N		E	S	S	A	I	S
VII	S		V	O		I		I	N	
VIII	A	B	E	R		O	R	S	E	C
IX	A	I	N		A	N	E	S	S	E
X	C	O	U	L	I	S	S	E		P

### Problème n° 18

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

### Verticalement :

1. Citées. 2. Salées - pas drôle quand il est triste. 3. Se trouvent quand on cherche des crosses - confectionna des recettes géniales avec un os à moëlle. 4. Très mesurés. 5. Substances - choisit. 6. Aux bouts du mois ; cherchât. 7. Lopin - ce n'est certes pas « l'Europe des travailleurs » (sigle) c'est cela. 8. Quand ils n'attendent pas, ce sont de vrais minables. 9. Libère un chien - le prix du silence. 10. Deux points - article - fatigué.

## sélection TV

**Vendredi 18 mars à 21 h 30 sur Antenne 2, *Apostrophes* :** Bienfaits et méfaits de la psychanalyse.

**Samedi 19 mars à 20 h sur France-Culture : *l'Amnésie*** ou la difficulté pour chacun de nous de découvrir son identité.

**A 20 h 30 : *Zoo ou l'assassin philanthrope*** de Vercors, retransmission théâtrale (Théâtre de la ville).

**Dimanche 20 mars à 17 h sur Antenne 2 : *l'Ami public n° 1***. Le royaume de l'aventure de Walt Disney. Pour distraire les enfants pendant que les parents vont voter.

**Lundi 21 mars à 20 h 30 sur TF 1, un film : *La Religieuse*** de Jacques Rivette d'après Diderot. Virulente satire des mœurs d'une époque à travers toutes les brimades subies par une jeune fille devenue nonne contre son gré. A sa sortie ce film fit scandale et fut interdit.

**Mardi 22 mars à 20 h 30 sur Antenne 2, les *Dossiers de l'écran, Devine qui vient dîner***. Thème du débat : le racisme.

**Mercredi 23 mars à 20 h 30 sur FR 3, un film : *Avanti*** réalisé par Billy Wilder.

**A 20 h 30 sur TF 1 : *le lieutenant Karl*** d'après Jules Roy. Réflexions sur la désobéissance militaire et sur l'honneur.

**A 22 h 45 : Dernier théâtre ou camélias souvenirs.** Avec les comédiens du théâtre national Jean Valmont. Le théâtre national est un petit théâtre démontable qui en Saône-et-Loire va de village en village. Il est le dernier survivant des quarante théâtres de ce genre qui existaient avant 1939.

**Jeudi 24 mars à 20 h 30 sur FR 3 : *Pot bouille*** d'après le roman d'Emile Zola, film réalisé par Duvivier.

**A 22 h 30 sur Antenne 2 : Magazine cinéma : 100 000 images avec Buster Keaton.**

**Vendredi 25 mars à 20 h 30 sur TF 1 : Concert.** En direct et en stéréophonie à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Ludwig Van Beethoven. Chef d'orchestre : Lorin Maazel.

**A 20 h 30 sur FR 3 : *L'Espagne***. Réalisation Bernard d'Abrigeon.

**A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *Samedi soir, dimanche matin* (1961).** Très beau film qui révéla le nouveau réalisme dans le cinéma anglais. Le héros est un représentant de la classe ouvrière en révolte ouverte contre la vision paradisiaque que se fait l'Anglais moyen de l'ordre social. ■

# conférence de presse du PSU : en voiture !

Au cours du petit déjeuner, Michel Mousel, avant d'aborder le principal sujet de cette réunion, les transports, a réaffirmé que les questions écologiques sont de longue date une préoccupation du PSU et qu'un dialogue sans ambiguïté devait s'établir rapidement et sérieusement entre les mouvements écologiques et la gauche.

Il est urgent que soit élaboré un plan de restructuration des transports collectifs et que s'instaure un véritable front pour le moratoire du nucléaire. Toute restriction à l'usage de la voiture individuelle ne peut être une mesure juste que si elle accompagne de véritables progrès dans les moyens de transports, et si elle est compensée par d'autres améliorations : développement de parkings gratuits aux abords des gares et dans la périphérie de Paris, incitation à la location de voitures plutôt qu'à l'achat, interdiction du stationnement dans les zones de promenade, dégagement dans Paris d'axes dotés de couloirs réservés aux deux roues, création de véritables voies piétonnes, signalisation spécialisée pour les piétons.

Il est vain de croire comme d'aucuns que gouvernement de gauche ou de droite les crédits alloués seront les mêmes. Claude Bourdet, qui, Conseiller de Paris menait déjà des batailles qui tiennent maintenant le devant de la scène électorale, l'a bien montré en soulignant l'étroite liaison existant entre les banques, les pouvoirs publics et le pouvoir tout court. Il est indispensable que soient utilisées au maximum les infrastructures existantes, à commencer par les lignes SNCF. En ce qui concerne la petite ceinture, la RATP et la SNCF se renvoient la balle dès que le sujet est abordé. Le service ferroviaire fut supprimé en 1934 (en 1930, eh oui, il y

C'est à une conférence de presse un peu particulière que les candidats du PSU à Paris avaient convié les journalistes, le vendredi 11 mars. Commencée autour d'un café et de croissants, elle s'est terminée par une invitation au voyage sur la petite ceinture entre la gare de Lyon et la gare du Nord. Bref trajet et qui faciliterait la vie de milliers de Parisiens si précisément cette ligne n'était exclusivement réservée aux utilisateurs des grandes lignes (4 trains par jour) et aux touristes.



Michel Mousel, secrétaire national du PSU et Serge Depaquit, secrétaire de la Fédération de Paris, au cours du petit déjeuner de presse.

avait jusqu'à 40 trains par heure dans chaque sens). En ce matin du 11 mars les journalistes furent invités à prendre le train, (signalons que la SNCF a refusé de nous louer un autorail, arguant que nous devions avoir l'autorisation du... ministère de l'Intérieur, il faut croire que le PSU n'est pas un client comme les autres!), qui ne couvre plus qu'un tiers de la circonférence de Paris et aussi la portion Pont Cardinet-Auteuil en bordure des beaux quartiers, escaliers à moquette et jardins feutrés.

Nous rejoignons la petite ceinture au boulevard Poniatowski, Bel Air, Porte de Vincennes, Charonne, Ménilmontant, les Buttes Chaumont, La Villette aux quais tout neufs et aux rideaux à jamais fermés, et enfin la gare du Nord : 9 minutes là où l'autobus met 30 à 35 minutes. Qui dit mieux ?

Lorsqu'on sait que les investissements pour aménager ce tronçon sont relativement modestes et permettraient de mettre en communication les trois autres réseaux de transports de la région parisienne : réseau grand gabarit SNCF, RER, métro et autobus et amélioreraient la desserte d'arrondissements défavorisés comme le XX<sup>e</sup>, on est en droit de s'interroger sur qui décide et quoi ?

Un exemple concret, un problème à résoudre, des moyens raisonnables pour le faire, c'est ce qu'ont voulu démontrer les candidats PSU ce vendredi-là, cela changeait des beaux discours, c'était du « on peut toucher, on peut voir ». Il est dommage qu'une partie de nos confrères, à l'exception de *Radio-France*, *La Croix*, *Le Matin de Paris* et *l'AFP*, dans la fièvre électorale, ait boudé cette rencontre. Il faut croire qu'un petit déjeuner au *Train bleu* ne vaut pas un petit déjeuner au lit... A la prochaine !!!

M.F. CHAILLEUX ■

## courrier des lecteurs

*TS* est mieux, *TS* est bien (presque). Voilà pourquoi je vous écris. Pour la première fois depuis longtemps, j'ai lu *Tribune* avec un réel intérêt et non pas seulement par discipline militante. En se mettant dans la peau d'un « sympathisant large » qui a donné 4 francs pour le journal on est content quand on a lu *TS*. Le résultat est là : c'est mieux et bien mieux. Mais chaque numéro doit être encore mieux que le précédent. Si je vous écris uniquement maintenant c'est parce qu'avant je n'avais pas envie de démolir ce pauvre journal. Mais j'ai quand même pas mal de critiques à faire. La couverture est toujours sombre, grise ou noire et n'est pas très nette. Or, elle doit accrocher, retenir l'attention et donner envie de lire l'hebdo. Assez des gueules de flics et autres princes du régime. Met-

tez plutôt un dessin ou un texte, ou encore une photo. Mais très simple alors. De même dans le journal les pavés en gris sont très désagréables à voir. Peut-être un filet suffirait-il. Pour l'édition, les caractères sont bien, mais c'est beaucoup trop dense. Il doit être facile à lire, simple et attrayant. Simple, il ne l'est pas toujours. C'est trop souvent un texte trop politique réservé aux intellectuels et militants. Il faudrait que pour l'édition, comme pour chaque article d'ailleurs, on se pose deux questions essentielles si l'on veut que *TS* ait un public de travailleurs plus large : est-ce que tous les mots, toutes les expressions, abréviations, etc., sont compréhensibles par quelqu'un qui n'a pas une formation intellectuelle ? Est-ce que tel article, par sa longueur, son contenu, les informations et analyses

qu'il véhicule, est susceptible d'abord d'intéresser nos lecteurs au PSU, puis éventuellement de les engager à y militer ? Si chacun qui écrit un papier pour *TS* répond deux fois oui, alors *TS* doit augmenter le nombre de ses lecteurs. Bon courage à toute l'équipe.

Charles ESMENJAUD ■

Deux lettres publiées m'incitent à vous écrire. Si certains lecteurs ont mal réagi à l'article d'Alain L. (*TS* n° 729) c'est parce qu'ils ignorent trop souvent cette réalité qu'est l'homosexualité. Pour les aider à comprendre vous pourriez leur signaler quelques livres à lire. Personnellement mes meilleurs amis sont homosexuels ; je ne l'ai su qu'après plusieurs années d'amitié et de militantisme avec eux. J'ai donc cherché à comprendre. Le livre de Fran-

çoise d'Eaubonne, *Eros minoritaire* est de ceux qui m'ont semblé les plus intéressants (...) Peut-être *TS* pourrait-il aider déjà ses lecteurs à se débarrasser de leurs tabous et préjugés en publiant enquêtes et articles sur le sujet ?

M. Th. HUBERT ■

Mes amis de *TC* et moi-même trouvons excellent l'article de Rémy Grillaud dans le dernier *TS* sur les problèmes du livre. L'auteur pose les vraies questions et cerne exactement les données difficiles et délicates de la stratégie syndicale du *Livre à travers le conflit du Parisien libéré*. Bravo pour cet effort d'analyse lucide.

André LAUDOUEZ ■